

Halte aux expulsions de Mitterrand-Chirac!

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!



DK



Ouaki/Sipa

De gauche à droite, le quotidien de la terreur raciste sous Mitterrand-Chirac et l'avion de la honte emportant les 101 Maliens expulsés le 18 octobre.

22 novembre — Après la vague d'attentats aveugles et criminels qui a secoué la France en septembre dernier, le gouvernement Chirac s'est servi du prétexte de la "lutte antiterroriste" pour accélérer la mise en oeuvre de son programme de mise au pas de la population et de renforcement de la ségrégation raciste contre les immigrés.

Dernier épisode en date, le 12 novembre, le Conseil des ministres adoptait le projet de modification du code de la nationalité. Cette loi vise à renforcer la ségrégation raciale en empêchant le plus possible de Beurs

d'accéder à la nationalité française, les mettant ainsi encore davantage à la merci du harcèlement policier et les rendant expulsables à volonté. Evidemment, ce renforcement de la ségrégation raciale répond aux besoins d'un capitalisme en crise qui a besoin d'une armée de réserve industrielle de chômeurs, vivotant d'un emploi précaire à un autre, "immigrés" dans leur propre pays. Mais la bourgeoisie s'inquiète aussi de ce que les Beurs feront de mauvais soldats de l'armée française -- l'armée des sales guerres coloniales qui pendant la guerre d'Algérie, il y a moins

de 30 ans, a massacré un million d'Algériens. Mieux que beaucoup de jeunes Français, ils se rendent compte que leurs véritables ennemis ne sont ni l'URSS ni encore moins les peuples des pays arabes. La "cérémonie" envisagée dans le premier projet Chalandon, et au cours de laquelle le jeune immigré aurait dû jurer "d'être fidèle à la Constitution, aux lois de la République française et d'accomplir loyalement [ses] devoirs de citoyen français" (le Monde, 30 octobre), traduit cette inquiétude: un "citoyen français", ça doit d'abord être de la bonne

chair à canon, sans compter que dans ce pays la "Constitution", la cinquième, est issue d'un coup d'Etat!

C'est précisément sur ce terrain que se placent le PS, SOS-Racisme et autres France-Plus. Quand ils disent que les Beurs sont "une chance pour la France", ils veulent convaincre la bourgeoisie qu'ils peuvent lui être utiles comme représentants de commerce et diplomates au Moyen-Orient. Nous, trotskystes, disons au contraire que les Beurs ont droit à ce pays dont les parents ont construit les richesses. Tout travailleur immigré

Suite page 4

Chirac et le "terrorisme": "Les preuves, ça se fabrique"

La chiraquie au Moyen-Orient

21 novembre — La libération de deux otages français et la révélation de la livraison américaine d'armes à l'Iran sont arrivées à point pour tirer Jacques Chirac de l'embaras provoqué par son interview au *Washington Times*. Mais, en se faisant piéger par cet organe de la secte Moon et par son intervieweur Arnaud de Borchgrave, notable "agent d'influence" de la CIA, son image de marque d'"homme d'Etat" en a pris un coup. Mitterrand en a profité pour se réaffirmer le garant des intérêts stratégiques de la bourgeoisie française, le seul habilité à déclencher une attaque nucléaire antisoviétique.

Les boutades chiraquiennes ne doivent pas cacher que cette interview représente une défense de la politique actuelle de l'impérialisme français au Proche-Orient, politique

que les événements des semaines passées avaient déjà laissé voir en filigrane.

Quand la Grande-Bretagne a accusé la Syrie d'être impliquée dans l'attentat manqué d'avril dernier contre un avion israélien à Londres et qu'elle a demandé des sanctions contre la Syrie à tous les membres de la CEE, y compris la France, Chirac a bien été obligé d'abattre son jeu.

EXIT LA "PISTE SYRIENNE"

Chirac a fait scandale en suggérant que des fractions syriennes opposées au bonaparte syrien Assad et le Mossad (les services secrets sionistes) étaient responsables de l'attentat manqué de Londres. La campagne antisoviétique de Reagan

contre les "Etats terroristes" avait pris pour cible la Libye; maintenant, la Grande-Bretagne et Israël, avec l'appui de Washington, mettent en avant la "piste syrienne". La classe dirigeante sioniste annonce ouvertement ses intentions bellicistes envers la Syrie. Des missiles sol-sol capables de porter des charges nucléaires (et maintenant tout le monde sait que les sionistes ont la bombe atomique) seraient déployés sur les hauteurs du Golan en direction de la Syrie. (D'ailleurs, à l'évidence 200 bombes A c'est démesuré pour simplement détruire les pays arabes; il faut donc bien en conclure qu'Israël pense à l'URSS.)

Mais les déclarations de Chirac viennent discréditer cette campagne de provocations antisyriniennes. Quand de Borchgrave a prétendu que les services US et même français avaient

démonstré l'existence d'un "réseau international terroriste [...] lié aux services secrets de l'Est", Chirac a balayé la "piste soviétique" d'un revers de la main: "Vos services et les nôtres sont sans valeur et sont de surcroît tous infiltrés" (*Libération*, 11 novembre).

Quand de Borchgrave prétendit que les Britanniques avaient des preuves que Nezar Hindawi (leur suspect-témoin numéro un) avait rencontré l'ambassadeur syrien, Chirac répondit: "Rien n'est plus facile que de fabriquer ce genre de preuve, sans que les dirigeants du gouvernement aient une réelle connaissance du complot [...]. Quoi qu'il en soit, je reste toujours sceptique dans ce genre d'affaire, spécialement quand elle colle à une politique donnée. C'était d'abord la

Suite page 13

Martine Toulotte - Levez les inculpations!

C'était pour eux un signal! Les plumeux de la bourgeoisie se sont déchaînés dès que les premières bombes de la vague d'attentats criminels ont commencé à secouer la capitale en septembre. Utilisant aussitôt le prétexte de cette terreur indiscriminée, la presse mercenaire s'est lancée dans une campagne d'intimidation contre quiconque se réclame de la lutte anti-impérialiste. Le *Figaro*, le journal d'Hersant, dans son édition du 10 septembre, publiait un article scandaleux, indiscutablement provocateur intitulé: "Ces Français qui aident les terroristes."

L'article en question, manifestement inspiré par la police mettait dangereusement en cause Martine Toulotte, membre de la LCR et militante de l'extrême gauche depuis 15 ans, en l'accusant d'avoir fourni un soutien logistique aux auteurs de ces récents attentats. Dans la réponse de Toulotte au *Figaro*, que le Collectif de défense de Martine Toulotte nous a adressée, elle dénonçait et démentait aussitôt cette fable policière: "Pour me faire endosser cela vous utilisez des déclarations que j'ai faites à l'instruction, que vous amalgamez avec des rapprochements de dates, avec des suppositions purement journalistiques comme par exemple, la liaison 'vraisemblable' (sic!) que j'aurais opérée entre l'extrême gauche italienne et son homologue française, ainsi qu'avec des présupposés que la police veut me faire endosser depuis février 1985: j'aurais établi des liens entre les FARL et Action directe. Vous me placez ainsi sans équivoque au carrefour du terrorisme" (Réponse de Martine Toulotte au *Figaro* du 10 septembre).

Libérée après trois mois de détention grâce à une campagne de défense au mois de mai dernier, Martine Toulotte est gardée en otage par ce gouvernement en restant inculpée de "recel de malfaiteurs" pour avoir hébergé des membres présumés des FARL à une époque où ils n'étaient poursuivis pour aucune sorte d'infraction. Le message que fait passer la bourgeoisie dans sa presse est sans ambiguïté: "Ibrahim Abdallah a des liens précis avec la France et avec des Français. Il a fait alliance avec des militants politiques et des terroristes français" (le *Figaro*, 10 septembre). Ce rapprochement entre "politique" et "terroriste" est délibéré. C'est l'assimilation que la bourgeoisie cherche à établir entre organisations

d'extrême gauche et terrorisme pour préparer leur écrasement à la faveur d'une hystérie "antiterroriste". Déjà le 23 mars dernier, comme pour préparer le terrain, le *Journal du dimanche*, excellent spécimen de la presse stipendiée et ragotière en France, mettait en cause une organisation comme le MPPT: "Certains de ces terroristes étaient en contact avec différents mouvements d'extrême gauche, comme le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), ce qui fait dire aux enquêteurs que des Français aident ce réseau de terroristes" (le *Journal du dimanche*, 23 mars [souligné par nous]). C'était trop gros; le 7 novembre, le *Journal du dimanche* fut condamné pour "délit de diffamation publique envers un particulier".

Comme nous l'écrivions à l'époque: "On n'a même pas besoin de se réclamer du marxisme pour être l'objet des amalgames policiers odieux. Il suffit de vouloir organiser la classe ouvrière (ou même de simples 'citoyens' comme dans le cas du MPPT)! Les partis ouvriers ont le droit de s'organiser et de faire de la propagande!" (le *Bolchévik* n°63, mai). La bourgeoisie française est lancée comme le reste de la bourgeoisie internationale dans des préparatifs de guerre antisoviétiques. Elle a besoin, pour avoir les mains libres, de mettre au pas la population et la classe ouvrière. Elle se sert du terrorisme criminel pour ne tolérer aucune contestation. Sa presse, aux ordres, est l'instrument de cette campagne d'intimidation du mouvement ouvrier.

Le Collectif de défense de Martine Toulotte, après l'article diffamatoire du *Figaro*, a adressé une protestation au Procureur de la République s'élevant contre les divulgations policières et exigeant "de bénéficier d'un exer-

cice normal et serein de la justice". Nous dénonçons évidemment cette manoeuvre policière ignoble, relayée par la presse aux ordres concernant la divulgation et l'utilisation d'éléments de l'instruction en vue d'étayer la thèse policière d'une complicité de l'extrême gauche dans la vague terroriste. Toutefois, la question n'est pas aujourd'hui de chercher à se mettre à l'abri du "secret de l'instruction". La vérité, c'est que Martine Toulotte est gardée en otage par la bourgeoisie et sa "justice". Seul l'aveuglement réformiste peut présenter son inculpation comme un malentendu regrettable que l'on pourrait dissiper grâce à l'exercice "serein" de la "justice". Son inculpation est une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête du mouvement ouvrier. C'est le consensus antisoviétique qui va des fascistes à l'extrême gauche et qui a permis à Chirac de décréter ses mesures d'exception racistes et antiouvrières au nom de l'"antiterrorisme". Aujourd'hui, la "piste" arabe sert la bourgeoisie à la faveur de ce consensus qui utilise le label "terroriste" pour tenter de criminaliser l'activité politique du mouvement ouvrier et de la gauche et propager l'idée que les organisations qui se réclament du marxisme seraient des espèces de hors-la-loi, placés en dehors de la société et qui peuvent être persécutés pour leurs idées. La levée des inculpations qui est cruciale, exige une mobilisation du mouvement ouvrier qui doit briser le consensus "antiterroriste" et antisoviétique.

- A bas le consensus "antiterroriste" et antisoviétique!
- Levée immédiate des inculpations contre Martine Toulotte!
- A bas la chasse aux sorcières anti-communiste! Les marxistes ont le droit d'organiser!

Le Partisan Defense Committee (PDC) est une organisation de défense se plaçant sur le terrain de la lutte de classe, antisectaire et en accord avec les vues politiques de la Spartacist League, section américaine de la tendance spartaciste internationale. Le PDC a envoyé le 29 mai le télégramme suivant au Procureur de la République à Paris.

Télégramme

Avec arrestation scandaleuse militante de gauche Martine Toulotte, pour délit d'opinion, le gouvernement français marche de concert avec le Grand Mensonge antiterroriste de Reagan pour renforcer ses attaques contre le mouvement ouvrier et les droits démocratiques. Levez les inculpations qui pèsent sur Martine Toulotte.

Partisan Defense Committee

Jaune au CKD - LO persiste et nie

Persiste et nie. Telle est la réaction de Lutte ouvrière après avoir été démasquée. Nous avons révélé dans le *Bolchévik* n°67 (octobre) le rôle honteux de briseur de grève joué par un de ses "héros prolétariens", militant connu de LO et dirigeant du syndicat Démocratie ouvrière à l'usine Renault-CKD, dans la banlieue de Rouen, pendant une grève appelée par la CGT en solidarité avec celle des dockers qui paralysait à ce moment-là le port de Rouen.

Le 18 septembre, les dockers en grève avaient en effet dressé dans la matinée un barrage bloquant l'accès au portail principal de l'usine CKD (une usine Renault d'expédition de pièces détachées) qui se trouve sur le port. Comme nous l'avons alors écrit: "Quand on est un ouvrier avec un tant soit peu de conscience de classe, on sait que la puissance potentielle de la classe ouvrière réside dans sa capacité d'arrêter la production et on ne brise pas les grèves et on ne traverse pas un piquet de grève" (le *Bolchévik* n°67, octobre). Ce devoir élémentaire de classe, le militant de LO refusa de le respecter. Pour contourner le piquet, la direction de l'usine avait ouvert une porte dérobée. C'est celle-ci qu'il emprunta furtivement. Et toute honte bue, car, comme il nous l'a lui-même avoué, c'est après avoir hésité une heure dans un café qu'il décida finalement, en toute connaissance de cause, de jouer les jaunes.

Lors du Cercle Léon Trotsky du 24 octobre, pendant le débat, une militante de la Ligue trotskyste dénonça publiquement ce brisage de grève. Dans sa réponse, l'orateur, André Frys, de la direction de LO, nia tout en bloc. Prenant devant sa base les accents de la vertu outragée, il "répondit": "Bon, je ne répondrai pas aux camarades qui disent n'importe quoi comme [ce qu'on] nous a expliqué que nous cas-

sons les grèves." Alors que nos camarades demandaient de la salle: "C'est vrai ou pas?", Frys traita d'"insanités" ces accusations.

Mais si accuser un militant de LO d'avoir cassé la grève au CKD est une "insanité", pourquoi l'article de *Lutte Ouvrière* n°956 (27 septembre) donne-t-il une justification politique à cet acte en dénonçant ladite grève comme une magouille bureaucratique stalinienne dont le seul résultat aurait été de "diviser" les travailleurs? En tout cas, c'est ce son de cloche que l'on entend lorsque l'on discute avec les militants de LO sur les marchés de Rouen le dimanche. Ce sont eux qui, pour se justifier, nous ont fourni les détails sur le brisage de grève. Lors d'une discussion, un militant de LO a été jusqu'à dire: "Untel, à l'usine GIPELEC n'a jamais fait grève!". Un autre militant travaillant dans la région parisienne nous expliqua -- comme allant de soi -- que le 21 octobre il n'avait pas fait grève alors que la CGT y appelait dans sa boîte.

L'attitude de ces briseurs de grève qui se disent "militants révolutionnaires" est évidemment scandaleuse, inqualifiable. Mais c'est avant tout la direction de LO qui est en cause car, non seulement elle a fourni à ses militants toutes les justifications politiques possibles pour faire le jaune, mais elle tente maintenant de se laver les mains de toutes les conséquences déplaisantes de ses positions -- cachez ce brisage de grève que nous ne saurions voir!

Divers membres rouennais de LO, avec lesquels nous parlions de la trahison de leur dirigeant au CKD, la justifièrent en expliquant que "tout le monde le fait" -- la capitulation économiste habituelle de LO devant la conscience arriérée que les bureaucrates réformistes répandent dans la classe ouvrière. Le stalinisme et la social-démocratie en France, ont tout fait pour dénaturer les

meilleures traditions de lutte de la classe ouvrière: piquet de grève et occupation d'usine. Au moment de leur grève héroïque en Grande-Bretagne en 1984-85, les mineurs britanniques ont inspiré considérablement les travailleurs en France par l'exemple de résolution et de puissance que représentaient leurs piquets de grève. Ce n'est pas par hasard si, lors des grèves dans l'automobile en septembre-octobre 1984, on vit apparaître des piquets de grève à Renault-Douai et Renault-Cléon où les ouvriers cherchaient à se réapproprier les traditions du "passé". Mais immédiatement Krasucki déclarait pour rassurer la bourgeoisie et démobiliser les travailleurs que le piquet de grève est une affaire du "passé", juste bon pour les "peuples disciplinés" scandinaves et les Anglo-Saxons. Symptomatiquement c'est LO qui, dans la gauche en France, a critiqué le plus fortement la tactique des piquets de grève des mineurs britanniques pour "diviser les travailleurs": "En choisissant de donner comme seul objectif aux grévistes celui de s'affronter physiquement aux non-grévistes, le syndicat de Scargill a creusé entre eux un fossé profond, qui mettra des mois, peut-être des années à se combler" (*Lutte Ouvrière* n°875, 9 mars 1985).

En se cachant démagogiquement derrière la formule "les travailleurs doivent prendre leur lutte en main", LO renonce à combattre l'influence corruptrice et démoralisante du stalinisme à laquelle au contraire elle s'adapte. On le voit très clairement à Renault-CKD où elle dirige un syndicat. Elle a proposé les mêmes "piquets filtrants" inefficaces que ceux prônés par les bureaucrates réformistes (cf. *Lutte Ouvrière* n°855, 20 octobre 1984). La question des grèves et des piquets de grève est une question de ligne de classe. Un piquet de grève, ça veut dire on ne passe pas. C'est la ligne de

défense militaire du mouvement ouvrier organisé.

On peut se demander si, en caractérisant LO de groupe économiste, on ne fait pas injure aux économistes contre qui Lénine polémiquait dans *Que faire?* au début de ce siècle. A l'époque, les économistes capitulaient devant la spontanéité du mouvement ouvrier russe, jeune et impétueux, et ils se retourneraient probablement dans leur tombe s'ils pouvaient voir comment leurs descendants font de la lutte contre les piquets de grève l'un de leurs chevaux de bataille. Immérgée dans la classe ouvrière sans programme marxiste, afin d'éviter la bataille politique contre les directions réformistes, LO finit inévitablement par refléter le programme réformiste, l'idéologie bourgeoise véhiculée par ces lieutenants ouvriers du capital.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

La bureaucratie soviétique au sommet de Reykjavik

Y a-t-il des limites à la trahison?

Dès le moment où Ronald Reagan est sorti du sommet non-sommet de Reykjavik, en Islande, en maudissant le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev, les médias se répandaient après coup en spéculations sur le méga-accord de désarmement "qui avait failli être conclu". Les démocrates libéraux qui croient au "processus de limitation des armements" comme la voie vers "la paix" sont inquiets du fait que Reagan a insisté pour tester (et au bout du compte déployer) son projet de milliers de milliards de dollars d'armes spatiales, la "guerre des étoiles", au lieu de s'en servir comme d'un "moyen de pression". L'ex-secrétaire d'Etat à la guerre James Schlesinger s'est désolé de ce que l'"occasion d'une génération" ait été manquée. Quant à eux, les cyniques de la Maison Blanche prétendent avoir presque conclu un pacte avec les Russes pour réduire de moitié les armes nucléaires stratégiques d'ici cinq ans et pour éliminer tous les missiles balistiques "offensifs" d'ici dix ans. Reykjavik a réveillé des espoirs largement répandus, mais quiconque pense que la paix était presque à portée de la main doit croire au père Noël.

Malheureusement, il apparaît que Gorbatchev était l'un de ceux qui espéraient trouver miraculeusement un cadeau de paix dans ses souliers. Afin de conclure un pacte "historique", il était à l'évidence prêt à hypothéquer son bien pour un morceau de papier signé par l'impérialiste numéro un de la planète. Même un journal d'un antisoviétisme virulent comme le *New York Times* s'est senti obligé de reconnaître, le 15 octobre, que beaucoup des "accords de grande portée" contenus dans le marché proposé ont été acquis "largement sur la base de concessions soviétiques". Parmi les concessions significatives:

- Les Soviétiques élimineraient tous leurs missiles à portée intermédiaire en Europe si les Etats-Unis en faisaient autant, tout en autorisant les alliés britanniques et français de Washington à conserver les leurs.
- Les Soviétiques réduiraient de peut-être quelques centaines

tiques) le seraient.

- Les missiles de croisière mer-sol, que les Etats-Unis brandissent constamment contre l'Union soviétique au cours d'incessants "exercices" provocateurs de l'US Navy, échappent entièrement à l'accord.

- Tout cela vient s'ajouter à l'accord déjà conclu par lequel Gorbatchev a donné à l'OTAN le "droit" de mener des "inspections des manoeuvres des forces conventionnelles soviétiques en Europe, afin de "diminuer les tensions".

"Les choses se présentent bien mieux qu'avant", trompait après le sommet Kenneth Adelman, le va-t-en-guerre qui dirige l'agence pour la "limitation des armements" de Reagan. Le démocrate Ed Markey, du Massachusetts, déclarait que c'était "le meilleur marché que nous ont

qui créent la guerre impérialiste, le conflit a son origine dans le tréfonds de la lutte de classe mondiale, la lutte entre d'un côté les capitalistes qui cherchent à maintenir leur domination de classe exploiteuse et de l'autre la classe ouvrière et les opprimés qui se battent pour leur libération. Il y a de nombreuses années, Léon Trotsky, dirigeant aux côtés de Lénine de la Révolution bolchévique de 1917, écrivait: "Le pacifisme petit-bourgeois, qui voit dans des propositions de désarmement de 10, 33 ou 50%, un premier pas pour empêcher la guerre, est plus dangereux que tous les explosifs et les gaz asphyxiants [...]. Sans la moindre confiance dans les programmes capitalistes pour le désarmement ou la limitation des armements, le prolétariat révolutionnaire pose une seule question:

est différente: "Comme parapluie contre une attaque surprise, la 'guerre des étoiles' est un projet inepte. Mais comme partie intégrante d'une première frappe, ça a beaucoup de justifications (tordues). Dans une étude détaillée intitulée *Space-Based Missile Defense (mars 1984)*, l'Union of Concerned Scientists (UCS) remarquait qu'un attaquant disposant de milliers de missiles pourrait facilement percer n'importe quel bouclier défensif imaginable, mais que les systèmes de défense contre les missiles balistiques (BMD) 'pourraient avoir une certaine efficacité contre une frappe de représailles mal coordonnée et affaiblie'" ("Le plan de Reagan pour la première frappe contre l'URSS", reproduit dans le *Bolchévik* n°52, février 1985). Bref, le projet de "guerre des étoiles" est partie intégrante d'un plan de première frappe US.

Pour les Russes, la manière la plus économique de contrer l'IDS serait d'augmenter leur arsenal de missiles balistiques à longue portée, afin d'assurer qu'il y en aura suffisamment qui survivront à une première frappe US pour administrer une seconde frappe de représailles dévastatrice -- et jouer par leur existence même le rôle de dissuasion contre une attaque. Mais tout l'objectif de Reagan à Reykjavik était de réduire le nombre de missiles balistiques à longue portée soviétiques. Si cela avait été fait, les Russes n'auraient plus eu, à un certain moment, une force de dissuasion crédible pour les cinglés antisoviétiques de la Maison Blanche (Reagan prévoit sans doute d'avoir un successeur sur qui il pourra compter) qui croiraient qu'ils pourraient déclencher impunément une première frappe. Par conséquent la réduction du nombre des armes soviétiques augmenterait en réalité le danger de guerre.

Bref, le monde deviendrait un endroit beaucoup plus dangereux si l'accord de "désarmement" proposé était signé. En fait, s'il n'y a pas eu de guerre mondiale depuis 1945, c'est parce que l'Union soviétique a développé des armes nucléaires et des missiles balistiques, tenant ainsi en respect, en particulier, l'impérialisme US. C'est ce que Seymour Hersh, un libéral antisoviétique, a admis dans son livre sur Henry Kissinger et les années Nixon. Nixon avait fait savoir à Hanoi qu'il était vraiment assez cinglé pour employer des armes nucléaires, ce qui était censé amener les Nord-Vietnamiens à ramper à la table de négociations; c'était une tentative pour imiter les menaces nucléaires d'Eisenhower contre la Chine pendant la guerre de Corée. "J'appelle ça la théorie

Suite page 6



Gorbatchev a fait de dangereuses concessions, mais Reagan en veut plus: le désarmement de l'URSS.

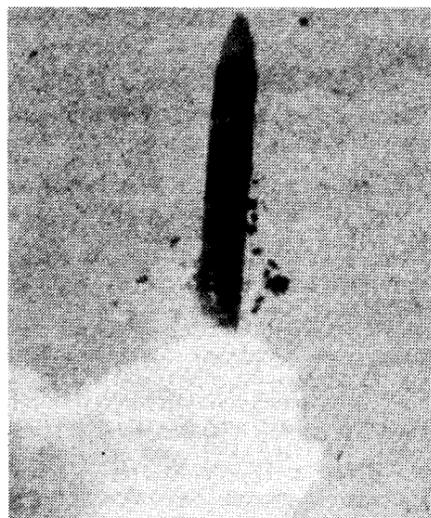
proposé les Russes depuis qu'ils nous ont vendu l'Alaska". Les reaganiens pensent qu'ils peuvent obtenir ce qu'ils veulent en poussant les Russes le dos au mur. Et puis Reagan a expulsé 55 diplomates soviétiques. Les Soviétiques sont bien conscients de la politique de chantage nucléaire des Etats-Unis. Dans son discours de l'après-sommet, Gorbatchev déclarait: "L'Occident pense ou espère que peut-être, en dernière analyse, l'Union soviétique sera incapable de supporter la course aux armements, s'effondrera économiquement et par conséquent viendra s'incliner devant l'Occident" (*New York Times*, 15 octobre). Malheureusement, le Kremlin n'est que trop disposé à faire des concessions, poussé qu'il est par l'illusion qu'on peut éviter une course aux armements coûteuse avec un accord sur le papier. De fait, l'Union soviétique laisse déjà entendre qu'elle pourrait capituler devant les exigences de "guerre des étoiles" de Reagan en autorisant "un certain nombre de recherches et d'essais [...] à l'extérieur du laboratoire" (*New York Times*, 19 octobre). L'Union soviétique, la patrie de la Révolution bolchévique de 1917, est en grand danger. Mais même Joseph Staline avait découvert, quand trois millions de soldats allemands franchirent la frontière soviétique en juin 1941, qu'il y avait des limites à ses trahisons avec l'impérialisme; il était obligé soit de se battre soit d'assister à la destruction des bases sur lesquelles repose la bureaucratie.

Derrière tout le "processus de limitation des armements", il y a le mythe pacifiste que les guerres sont provoquées par les armes, et que par conséquent on peut empêcher ou du moins retarder les guerres par des accords d'Etat à Etat pour geler ou réduire le nombre d'armes. C'est mettre la charrue avant les boeufs. Ce ne sont pas les armes

dans les mains de qui les armes sont-elles? Toute arme dans les mains des impérialistes est une arme dirigée contre la classe ouvrière, contre les nations faibles, contre le socialisme, contre l'humanité. Les armes dans les mains du prolétariat et des nations opprimées sont le seul moyen de débarrasser notre planète de l'oppression et de la guerre" ("Déclaration au congrès anti-guerre d'Amsterdam", *Writings*, 1932 [traduit par nos soins]).

LES PLANS DE GUERRE DE PREMIERE FRAPPE DE REAGAN

Que cherchait donc Reagan à Reykjavik? L'élément central de sa politique, c'est ce qu'on appelle l'Initiative de défense stratégique (IDS), mieux connue sous le nom de "guerre des étoiles". Cela comprendrait le déploiement dans l'espace et sur terre d'armes de haute technologie -- lasers, armes à faisceau de particules et canons "rail" à énergie cinétique -- pour détruire les missiles et les ogives soviétiques en vol. Les Russes demandaient des restrictions des plus modestes, en insistant que les Etats-Unis respectent le traité de 1972 sur les missiles antibalistiques en gardant pendant dix ans l'IDS au stade du laboratoire. (Même les "guerriers de l'espace" les plus optimistes ne pensent de toute façon pas que d'ici là les Etats-Unis seront prêts à procéder à des essais intensifs.) Mais Reagan a refusé. Beaucoup d'éminents scientifiques considèrent l'IDS comme un projet charlatanesque (et horriblement cher) qui n'a aucune chance d'aboutir. Mais ces critiques scientifiques sont correctes seulement si on accepte l'affirmation de Reagan comme quoi il s'agit d'une défense contre une première frappe soviétique. Comme nos camarades américains l'ont écrit il y a plus d'un an, l'idée de Reagan



Missile MX, une des armes de première frappe nucléaire US.

le nombre de missiles à courte portée en Europe.

- Après s'être imposé unilatéralement, pendant un an, un moratoire sur les essais nucléaires, ceci dans l'espoir que les Etats-Unis en fassent autant, les Soviétiques ont capitulé devant l'insistance de Reagan à laisser les essais nucléaires américains se poursuivre. A la place, il y aurait un vague engagement à supprimer les essais "dans l'avenir".

- Les bombardiers et les missiles de croisière, domaine où les Américains ont l'avantage, ne seraient pas éliminés suivant l'accord proposé pour dix ans, alors que les missiles balistiques (le point fort des Sovi-

Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste

*Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste internationale*

12F port inclus
Chèque à l'ordre de: "Le Bolchévik"
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Expulsions ...

Suite de la page 1

en France doit jouir, avec sa famille, des mêmes droits que les autres, et surtout du droit à la citoyenneté sur simple demande. Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille! A bas la ségrégation et la terreur racistes! Groupes de défense ouvriers/immigrés contre les attaques des flics et des fascistes!

LA CLASSE OUVRIERE DOIT EMPECHER LES EXPULSIONS

Le 18 octobre, 101 Maliens, la plupart rafles les jours précédents au cours de descentes de police gestapistes opérées dans des foyers de travailleurs immigrés de la région parisienne, étaient expulsés de France dans un avion affrété par le ministère de l'Intérieur. Immigrés entraînés de force dans l'avion, brutalisés, vraisemblablement enchaînés à leurs sièges; cet acte odieux évoquait immédiatement la traite des esclaves et les rafles de Juifs perpétrées à l'époque de Vichy par cette même police française, qui "expulsait" alors vers les camps de la mort nazis.

Il s'agit là d'une attaque directe contre la classe ouvrière tout entière. Le prolétariat de ce pays, français et immigré, doit absolument empêcher toute nouvelle expulsion. Il y va de son unité même, de son intégrité physique et de sa capacité de lutte. Actuellement, la machine à expulser des flics comporte un maillon faible: on ne peut pas traverser la Méditerranée en fourgon cellulaire, il faut utiliser des avions civils. Les syndicats de pilotes, de mécaniciens, d'aiguilleurs du ciel, de personnel des aéroports, ont donc le pouvoir de s'opposer efficacement aux expulsions. Le gouvernement le sait bien: c'est parce que les syndicats d'Air France refusent les charters d'expulsés qu'il a affrété un appareil d'une petite officine, la compagnie "Minerve". Cependant, ces syndicats ne pourront à eux seuls tenir tête au gouvernement. Il leur faudra pour cela être soutenus par une mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier contre ces expulsions racistes. Halte à toutes les expulsions!

LA MACHINE A EXPULSER

Parallèlement au "charter Pasqua", la machine à expulser de la police et de la "justice" continuait méthodiquement à broyer, à un rythme accéléré, les existences des "indésirables". Fin octobre, on apprenait qu'en un mois 1700 immigrés avaient été expulsés. Tout commence presque toujours par un "banal" contrôle d'identité. Ainsi, le 31 octobre, Khira Ahmed et son mari, El Sayed, sont victimes d'un de ces contrôles. La jeune femme, née en France, possède la nationalité française, mais son mari, égyptien, est en "situation

irrégulière". Il est immédiatement frappé d'un arrêté d'expulsion: "Son mariage n'ayant pas un an d'âge, le droit de séjour n'est pas automatique. Un mariage bidon, s'entendrait-il dire devant sa femme, enceinte de huit mois, estomaquée" (*Libération*, 18 novembre). Courageusement, la jeune femme réussira à empêcher l'expulsion de son mari après deux grèves de la faim. Au cours de la seconde, qui durera six jours, et où elle s'était installée sous une tente, puis dans une camionnette sur le parvis de Notre-Dame, elle subira l'attaque d'une bande de nervis fascistes: "[...] un petit groupe de nationaux socialistes' était passé samedi matin [15 novembre] à 5 heures pour décrocher les pancartes et à coups de gourdins, endommager la camionnette. Un car de police qui patrouillait par là n'interviendra pas" (*Ibid.*)

La machine à expulser a été à deux doigts de broyer Hanna Lévy-Hass, 73 ans, juive, rescapée du camp de concentration de Bergen-Belsen et qui avait été livrée aux nazis par le régime de Vichy. Autrefois militante du PC israélien, le Maki, elle possède la citoyenneté israélienne, mais elle a quitté ce pays en 1985 pour venir se soigner en France, le pays où elle passa une partie de sa jeunesse -- elle souffre des séquelles de sa déportation. Début novembre, un fonctionnaire de la préfecture de Police, appliquant la nouvelle "loi sur les étrangers" aussi scrupuleusement

de "lutte antiterroriste", la politique de Mitterrand: le 6 novembre, six réfugiés basques étaient expulsés vers l'Espagne après la "découverte" opportune d'un stock d'armes dans une entreprise d'Hendaye, au moment même de la visite de Chirac au roi Juan Carlos et à son premier ministre "socialiste" Felipe Gonzalez. Depuis juillet dernier, 22 Basques ont été expulsés vers l'Espagne. Par contre, les tueurs du GAL, les escadrons de la mort à la solde des services franquistes, continuent à opérer dans une quasi-impunité sur le territoire français.

MISE AU PAS DE LA POPULATION POUR LA GUERRE CONTRE L'URSS

Dans ce pays ravagé par le racisme et le chômage, et alors que les préparatifs de guerre contre l'Union soviétique s'accroissent, la bourgeoisie a besoin de se doter rapidement d'un fort appareil de répression. Depuis le 10 mai 1981, ces préparatifs de guerre avaient été menés principalement sous couvert d'une croisade idéologique de la "démocratie" contre le "totalitarisme soviétique". Aujourd'hui, ils débouchent sur un début de mise en place des mécanismes de répression et de désinformation du temps de guerre, avec un amalgame grotesque entre campagnes "antiterroristes" et "antidrogue", "ordre moral", hystérie "sécuritaire", racisme et anticommunisme. Le tristement célèbre juge Marsaud, à qui Pasqua

que le ministre de la Défense Giraud envisage de mettre sur pied "une sorte de Force d'action rapide intérieure fondée essentiellement sur la gendarmerie", dans le cadre de la "défense opérationnelle du territoire". On se croirait revenus au temps du ministre de l'Intérieur de Pompidou, Marcellin, et de son "ennemi intérieur", à ceci près toutefois que la version 1986 y associe une lutte contre la "désinformation". *Le Monde* du 14 novembre nous apprenait ainsi que: "M. André Giraud, vient [...] de demander à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) [...] de démonter -- pour mieux les combattre ensuite -- les mécanismes de la désinformation. Parce qu'elle s'attaque à l'opinion par médias interposés, la désinformation est, selon M. Giraud, une nouvelle menace insidieuse contre l'esprit de défense."

LE CONSENSUS ANTI-IMMIGRES

D'accord avec les partis de droite sur la poursuite des préparatifs de guerre contre l'URSS, le PS l'est aussi avec Chirac et Le Pen pour expulser les immigrés "clandestins". Cette position est parfaitement résumée dans la déclaration de Gérard Fuchs, ex-président PS de l'Office national de l'immigration, après le "charter Pasqua": "Le contrôle de l'immigration implique la possibilité de reconduite à la frontière [c'est-à-dire d'expulsion]. Celle-ci maintient cependant des droits pour les étrangers" (*Libération*, 21 octobre). Ces "démocrates" réclament seulement qu'on retire à la police le droit, que lui a donné la loi du 9 septembre dernier, de décider arbitrairement qui sera expulsé, pour confier à nouveau la décision à un juge, comme au "bon vieux temps" de l'avant-16 mars que regrettent tant tous les satellites politiques du PS, comme la direction de la CFDT, LCR et autres PCI.

C'est pourtant bien le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman qui, en 1984, avait envoyé des CRS contre les grévistes immigrés de Talbot-Poissy. C'est aussi en 1984 qu'avaient été créés les premiers "camps de rétention administrative", déjà destinés à faciliter et accélérer les expulsions. Le 17 juillet 1985, un "charter Joxe" avait précédé le "charter Pasqua": 150 immigrés "accompagnés" d'une vingtaine de policiers avaient été embarqués de force sur ordre de ce ministre "socialiste" de l'Intérieur (*Libération*, 21 octobre). Sans oublier les "décrets Dufoix" contre le regroupement familial.

LE PARTI DE VITRY N'EST PAS MORT

Rejetée dans le "ghetto" de guerre froide par le consensus antisoviétique entre le PS et les partis de droite, la direction du PCF n'en cherche pas moins toujours à montrer à la bourgeoisie que le PCF reste le parti de Vitry, un parti "responsable" prêt à faire à nouveau le sale boulot contre les immigrés. Le 20 octobre, un certain Jean-Pierre Ravery écrivait dans *l'Humanité*: "Ce qui est choquant dans l'affaire de l'expulsion des Maliens, ce n'est pas le fait que des immigrants clandestins ou a fortiori des trafiquants de drogue aient été contraints de quitter le territoire. A l'époque où le patronat français importait massivement une main-d'oeuvre corvéable à merci en se moquant des lois avec la bénédiction des amis politiques de MM. Pasqua et Chalandon, les communistes étaient même les seuls à exiger qu'un terme soit mis à cette situation. Quant au cancer de la drogue, le PCF a constamment demandé que ceux qui en font le commerce soient poursuivis et subissent les rigueurs de la loi".

Contre les directions réformistes, nous, trotskystes, disons que les travailleurs "immigrés", dont la surexploitation a enrichi pendant des années la bourgeoisie française, ont droit à une place à part entière dans ce pays. Ils ne l'obtiendront que quand un gouvernement ouvrier aura exproprié cette bourgeoisie, instauré une économie planifiée au service de tous les travailleurs.



le Bolchévik

Nanterre, le 30 octobre, les étudiants de la LTF organisaient un rassemblement de protestation contre les expulsions, la chasse aux sorcières "antiterroriste" et la terreur raciste.

que ses prédécesseurs avaient appliqué les lois de Vichy sur les Juifs, lui signifiait qu'elle serait expulsée sans autre forme de procès le 17 décembre. Devant le tollé provoqué par cette atrocité, le ministère de l'Intérieur dut finalement lui accorder un "permis de séjour".

Le 20 octobre, 13 militants du Mouvement démocratique algérien de l'ancien président Ahmed Ben Bella étaient arrêtés. Le 21, Pasqua signait un arrêté d'expulsion prétendant que ces gens paisibles, qui vivent tous en France depuis des dizaines d'années, représentaient soudain "pour l'ordre public une menace présentant un caractère de particulière gravité" (*Libération*, 22 octobre). A l'évidence, Chirac cherchait à faire une faveur au régime algérien (il était initialement prévu de livrer ces "expulsés" directement à l'Algérie) pour le remercier de l'appui diplomatique qu'il accorde à la France au Moyen-Orient.

En règle générale, l'impérialisme français n'accueille d'opposants de pays étrangers que s'il pense pouvoir les utiliser un jour (au besoin en les expédiant dans un Transall, entre deux caisses de munitions, pour remplacer un Bokassa devenu gênant). Les autres peuvent s'attendre à être au mieux expulsés vers un pays tiers, mais aussi souvent livrés à leurs bourreaux. En ce domaine, Mitterrand avait innové par rapport à ses prédécesseurs en étendant ces pratiques aux militants basques de l'ETA, livrés aux griffes de la police et de la "justice" franquistes. Chirac n'a fait que développer, sous couvert

de donner la haute main sur la succursale judiciaire de la "lutte antiterroriste", en offrant récemment un petit aperçu en justifiant ainsi la condamnation d'un Africain accusé d'être un "trafiquant de drogue": "[...] les trafiquants de drogue mènent contre notre population une véritable guerre; [...] Khouma, étranger, doit être considéré comme un destabilisateur nuisible à la santé de la nation française" (*le Monde*, 5 novembre).

Dans un tel climat, il va sans dire que l'assassinat, le 18 novembre, du PDG de Renault, Georges Besse -- attentat que la police attribue au "groupe Action directe" -- va encore renforcer cette répression tous azimuts. Et pas plus que les ouvriers de Renault nous ne pleurons Besse, ce grand commis de l'Etat bourgeois qui avait déjà supprimé 21000 emplois à Renault et s'appretait à en éliminer 5000 autres en 1987. Déjà, Pasqua-Pandraud ont profité de l'occasion pour couvrir à nouveau le pays, comme avec la famille Abdallah il y a un mois, d'affiches appelant la population à dénoncer les "suspects", recherchés officiellement comme "témoins". Pasqua explique qu'il faut que l'ensemble de la population collabore avec la police" (*Libération*, 20 novembre). Collaboration, c'est le mot juste: ce sont les méthodes du régime de Vichy, qui organisait la délation en masse contre les Juifs et les résistants au moyen de tels appels au mouchardage placardés à des milliers d'exemplaires.

L'Humanité du 8 novembre révélait

Prise 2F Avril 85

البولشفيك
LE BOLCHEVIK

بسطت الرعب العنصري!
 جميع الحقوق الوطنية
 للمهاجرين!

DISPONIBLE EN
 LANGUE ARABE

N°1 - A bas la terreur raciste!
 Pleins droits de citoyenneté
 pour les immigrés!
 N°2 - Des ouvriers de Renault-
 Cléon à Talbot: Pour une
 grève générale de l'automobile!
 N°3 - Salutations spartacistes
 à une conférence kurde
Le Bolchévik N°63 - Pour la
 défense de l'URSS! A bas le
 terrorisme d'Etat de Reagan!
 USA, France: Otez vos mains
 sanglantes de la Libye!

Ecrire au Bolchévik: B.P. 135-10
 75463 Paris cedex 10

Hongrie 1956, Pologne 1981

Révolution politique contre restauration capitaliste

Il y a trente ans, les ouvriers hongrois se soulevaient contre le régime stalinien de Gerö-Rakosi -- une tentative historique de chasser la bureaucratie et d'établir la démocratie ouvrière des soviets. La perspective de la révolution politique, avancée par Trotsky au cours de son combat contre la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe, prenait vie avec la Révolution hongroise.

Le 30ème anniversaire de la Révolution hongroise est une nouvelle occasion pour l'impérialisme, qui patage dans le sang des révolutions ouvrières et coloniales qu'il a écrasées, d'attiser, au nom de la "démocratie" contre le "totalitarisme", sa campagne de guerre contre le bloc soviétique. Mais le scandale, c'est que la soi-disant "extrême gauche", à la traîne des sociaux-démocrates de l'OTAN, vient y apporter sa pierre en assimilant la révolution politique qui commençait en Hongrie à la tentative de contre-révolution par les cléricaux-nationalistes procapitalistes de Solidarnosc -- une insulte pour les héroïques ouvriers hongrois qui se sont battus et sont tombés *pour le socialisme!*

L'Etat hongrois est devenu en 1947-48 un Etat du même type que l'URSS: un Etat ouvrier déformé où une caste parasitaire usurpe le pouvoir politique à la classe ouvrière. L'URSS, qui venait de libérer l'Europe de l'Est de la barbarie nazie, créa entre 1944-48 une sphère d'influence soviétique dans l'Europe de l'Est. C'était une mesure militaire défensive. Puis les staliniens ont été forcés d'exproprier la bourgeoisie de ces pays, une révolution sociale déformée, effectuée par le haut. A partir d'octobre 1956, le prolétariat hongrois, avec derrière lui la majorité écrasante des intellectuels, étudiants et paysans, se mobilise pour "une Hongrie indépendante, socialiste, démocratique". La caste bureaucratique se désintègre, une majorité rejoignant les ouvriers. L'armée et la police ordinaire sont neutralisées et même ralliées aux insurgés. Les conseils ouvriers et les comités révolutionnaires, qui s'arment et s'organisent à travers tout le pays, renouent avec la tradition communiste de la Révolution hongroise de 1919 et de la Révolution russe de 1917, bien qu'il n'y eût ni organisation ni direction reconnue comme centre révolutionnaire sur le plan national. Pendant plusieurs semaines, les travailleurs se battent avec une détermination farouche, mais la deuxième entrée de l'armée soviétique à Budapest, le 4 novembre, mit fin à la période ouverte de la Révolution. La résistance des ouvriers qui avaient organisé une grève générale, dura encore plus d'un mois.

EN DEFENSE DE LA REVOLUTION HONGROISE

En guise de commémoration, la direction du PCF, qui s'est mise en 1956 dans le camp des assassins de la Révolution hongroise, ressort ses crapuleuses calomnies d'alors pour traîner dans la boue cette révolution qui, soi-disant sous l'influence du cardinal Mindszenty et d'anciens partisans du dictateur fascisant Horthy, aurait été "une véritable terreur blanche, qui fit des milliers de victimes, parmi les communistes" (*L'Humanité*, 23 octobre). Il y eut en effet des milliers de communistes assassinés, mais ils le furent par les chars de la bureaucratie du Kremlin et par les "Avos", les membres de la police politique -- une bande haïe de gangsters grassement rétribués par le régime -- dont les ouvriers feront payer bon nombre pour leurs crimes.

Et dans les procès staliniens qui ont suivi 1956, en guise d'"horthystes" les condamnés seront des vétérans et cadres du Parti communiste hongrois. Le stalinien libéral Imre Nagy, désigné -- sous la pression des insurgés -- par le PC lui-même premier ministre en 1956, sera pendu en 1958 par le régime de Kadar. Tout comme Miklos Gimes qui combattit pendant la guerre avec les partisans de Tito avant de devenir en 1945 rédacteur de l'organe central du PC. Ou encore le communiste Pal Maléter, organisateur de la lutte des partisans pendant la guerre, passé du côté des insurgés en 1956, qui sera fusillé.

Quant aux pseudo-trotskyistes d'aujourd'hui, ils veulent faire des ouvriers hongrois des combattants de la démocratie bourgeoise. Dans son numéro du 25 octobre (n°960), *Lutte Ouvrière* résume leur programme à "liberté, indépendance et démocratie". N'importe comment, avec sa caractérisation non-marxiste des Pays de l'Est comme des Etats capitalistes, LO s'est dès le départ condamnée à ne rien comprendre à la révolution en Hongrie et dans les autres Etats ouvriers déformés. Le PCI de Lambert se retrouve dans un "Appel" anticommuniste qui explique que "de 'Berlin 1953' à 'Solidarnosc 1986', toutes ces sociétés cherchent la voie de la liberté" (*Informations ouvrières* n°1284, 15-22 octobre). Appel signé par... Bergeron, le même qui a touché des dollars de Reagan! La LCR, elle, se fait le propagandiste d'une déclaration signée par une centaine de dissidents pro-occidentaux des Pays de l'Est (cf. *Rouge* n°1230, 30 octobre-5 novembre). Après avoir mis la Révolution hongroise, le soulèvement de 1953 à Berlin-Est, le Printemps de Prague et Solidarnosc sur



Der Spiegel

Les cléricaux-nationalistes de Solidarnosc préparaient une contre-révolution capitaliste en Pologne.

le même plan, ils appellent à commémorer le 30ème anniversaire de la Révolution hongroise en luttant dans ces pays "pour la démocratie politique, pour un pluralisme fondé sur le principe de l'autodétermination, de même que pour un dépassement pacifique de la division en Europe"-- un programme de contre-révolution "démocratique" dans les Etats ouvriers déformés et dégénérés.

En Pologne, la classe ouvrière s'est soulevée en 1980 contre la grossière incompétence économique de la bureaucratie, sa suppression des droits démocratiques et sa corruption. Mais 30 ans de promesses non tenues par la bureaucratie, doublées de ses compromis avec l'Eglise et les koulaks, ont jeté la majorité



Hongrie 1956 -- Les insurgés viennent d'abattre la statue de Staline

Sans crédit

des travailleurs dans les bras du Vatican, des pilsudskistes et autres forces restaurationnistes qui chercheront à s'emparer du pouvoir -- une tentative contre-révolutionnaire arrêtée au dernier moment par le contre-coup de Jaruzelski en décembre 1981. Quand, en septembre 1981, Solidarnosc publia les 44 pages de son programme, pas une fois le mot "socialisme" n'y est figuré. Et pas par oubli. Le social-démocrate Kuron proposa de le mentionner (pour ne pas apparaître trop ouvertement procapitaliste), mais les délégués au congrès de Solidarnosc rejetèrent sa proposition. Comparons avec le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest qui le 14 novembre 1956 -- jour de sa constitution -- déclara: "Nous proclamons notre rigoureux respect des principes du socialisme. Nous considérons les moyens de production comme propriété collective que nous sommes toujours prêts à défendre" (cité dans *Pologne-Hongrie 1956*). Et ce n'était pas une rhétorique à usage externe. Les ouvriers ont défendu les armes à la main leurs acquis sociaux contre les Walesa hongrois et Pal Maléter, élu codirigeant du Comité militaire révolutionnaire de Budapest, résuma bien la question. Le journaliste Davidson, qui venait de demander à Maléter où allait la Hongrie, raconta dans *Tribune* (23 novembre 1956, cité dans *la Révolution hongroise des conseils ouvriers*): "Si nous nous débarrassons des Russes" me dit-il, "ne croyez pas que nous retournerons en arrière, aux jours passés. Et s'il y a des gens qui pensent retourner en arrière, alors nous verrons." -- Et il mit la main sur son étui à revolver."

Ce sont des cadres communistes en rupture de stalinisme comme Maléter que les Hongrois se sont donnés comme dirigeants. La première grande manifestation (200 000 personnes) contre le régime stalinien fut les funérailles, le 6 octobre, de Rajk, dirigeant historique du Parti communiste hongrois pendu par Rakosi en 1949. La manifestation du 23 octobre 1956 qui frappa les trois coups de la révolution hongroise -- et appelée par la Jeunesse communiste -- se déroula derrière les portraits de Lénine. Les ouvriers réclamaient un gouvernement d'Imre Nagy -- une préfiguration de Dubcek. Ce qui traduit leurs illusions, mais ce qui montre aussi qu'ils n'étaient pas du tout anticommunistes. Le conseil ouvrier de Miskolc exigea même un gouvernement composé

de "communistes dévoués au principe de l'internationalisme prolétarien" (*United Press*, 26 octobre 1956, *Ibid.*)

A l'opposé aussi de la Pologne de 1981, la mobilisation en Hongrie n'a pas été dominée par le nationalisme antirusse. Il y a eu quelques incidents nationalistes comme ces boutiques officielles russes dévastées ou ces livres en russe brûlés. Mais les insurgés, dont un mot d'ordre du 23 octobre était "Amitié hungaro-soviétique sur la base léniniste de l'égalité!", ont cherché à fraterniser avec les soldats soviétiques. (On leur avait dit qu'ils allaient en Allemagne de l'Est repousser des fascistes et des envahisseurs US ou même sur le canal de Suez contre l'agression impérialiste franco-britannique!) Des dizaines de milliers de tracts en russe leur ont été distribués: "Ne tirez pas sur nous, ne tirez pas sur vos frères de classe!" Kopacsi, le préfet de police de Budapest passé du côté des insurgés, raconte dans ses mémoires (*Au nom de la classe ouvrière*) comment le 25 octobre, lors de la première intervention militaire russe, une unité blindée soviétique fut gagnée à l'aide de ces tracts et comment ensuite, au milieu d'une foule scandant "A bas Gerö! Vive l'armée soviétique!", elle ouvrit le feu sur des Avos qui tiraient depuis les toits sur les manifestants. Une des raisons pour lesquelles le Kremlin retira ses troupes après sa première intervention, c'est la peur de la contagion. Le 7 novembre, pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, les travailleurs hongrois de Dunapentele, s'adressant aux soldats de l'URSS, firent ainsi appel à leur internationalisme prolétarien: "Soldats! Votre Etat a été créé au prix d'un combat sanglant pour que vous, vous ayez votre liberté. Pourquoi vouloir écraser notre liberté à nous? Vous pouvez voir de vos yeux que ce ne sont pas les patrons d'usines, ni les gros propriétaires, ni les bourgeois qui ont pris les armes contre vous, mais que c'est le peuple hongrois qui combat désespérément pour les mêmes droits pour lesquels vous avez, vous, lutté en 1917" (*New York Times*, 8 novembre 1956, *Ibid.*)

Les travailleurs hongrois voulaient farouchement le socialisme. Mais ils croyaient pouvoir le combiner avec une démocratie parlementaire. Une des principales revendications était des "élections libres" à une Assemblée nationale. C'est certainement l'aspect le plus faible de leur conscience. Il y eut quand même

Suite page 6

Reykjavik ...

Suite de la page 3

du fou", confia Nixon à l'un de ses proches collaborateurs. Mais comme l'explique Hersh, les Nord-Vietnamiens ne furent pas intimidés: "Il y avait un défaut fondamental dans la 'théorie du fou' de Nixon. La menace d'Eisenhower avait été proférée à une époque où les Etats-Unis avaient pratiquement le monopole des armes nucléaires. Cette situation n'existait plus à la fin des années 60, et la crédibilité de la menace de Nixon était réduite par la possibilité que l'Union soviétique, ou même la Chine communiste, ripostent après une première utilisation des armes nucléaires par les Américains" (Seymour Hersh, *The Price of Power*, 1983). Cuba et le Vietnam n'auraient jamais pu consolider leur révolution sociale, et les Etats-Unis auraient essayé de démembrer l'Union soviétique et réinstaurer la propriété privée (sinon le tsar) si jamais la Russie n'avait pas la bombe ainsi que des missiles SS-18 pour l'emporter!

LA VOIE DE LA PAIX: LA REVOLUTION MONDIALE

En flanchant dangereusement face au bellicisme US, la bureaucratie du Kremlin n'a fait qu'encourager les réactionnaires reaganiens à accentuer leur pression. Pourtant Moscou continue à négocier, parce qu'avec leurs oeillères nationalistes les staliniens cherchent la voie erronée de la collaboration avec les puissances impérialistes. Une telle "défense" de l'Union soviétique mène à la catastrophe. Pour comprendre les origines de cette cécité particulière, il faut comprendre l'arrivée au pouvoir de la contre-révolution politique stalinienne dans les années 20.

Lénine, le grand fondateur et dirigeant du parti bolchévique, n'avait jamais exclu la nécessité pour l'Etat soviétique -- entouré comme il était par des puissances impérialistes hostiles -- de conclure des accords avec eux et de manoeuvrer pour gagner du temps. Mais il ne céda jamais un pouce à l'idée que cela pourrait assurer une "paix" perpétuelle, mais seulement un répit pour l'Etat ouvrier nouveau-né. A l'époque où Churchill parlait de l'écraser au berceau, la jeune république soviétique subissait une pression économique et militaire intense, du fait que la Révolution de 1917 s'était produite dans un pays arriéré, en grande partie paysan et où la classe ouvrière urbaine constituait une petite minorité. Lénine lui-même soulignait ce point en 1921: "Un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un Etat ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique" ("La crise du parti", *Oeuvres*, tome 32, janvier 1921).

Lénine savait que la survie de l'Etat ouvrier "avec une déformation bureaucratique" dépendait de la révolution prolétarienne mondiale. Mais

cette perspective fut repoussée avec la montée, sous Staline, d'une bureaucratie conservatrice privilégiée qui purgea et assassina les vieux bolchéviks et consolida son pouvoir autour du dogme anti-internationaliste du "socialisme dans un seul pays". Fini l'appel à la révolution mondiale -- en fait le déclenchement des révolutions prolétariennes dans des pays



Ne cherchez pas les Russes! La puissance militaire soviétique fait hésiter les dirigeants US fous de guerre.

capitalistes comme l'Espagne était considéré comme une menace par Staline -- et la politique étrangère soviétique fut transformée en la plus grossière des collaborations de classe avec les capitalistes soi-disant "progressistes". Trotsky résumait cette trahison comme suit: "La bureaucratie n'a pas seulement rompu avec le passé, elle a aussi perdu la faculté d'en comprendre les leçons capitales. La principale est que le pouvoir des Soviets n'eût pas tenu douze mois sans l'appui immédiat du prolétariat mondial, européen d'abord, et sans le mouvement révolutionnaire des peuples des colonies. Le militarisme austro-allemand ne put pousser à fond son offensive contre la Russie des Soviets parce qu'il sentait sur sa nuque l'haléine brûlante de la révolution. [...] L'idée maîtresse de la politique étran-

gère des Soviets était que les accords commerciaux, diplomatiques, militaires, de l'Etat soviétique avec les impérialistes, accords inévitables, ne devaient en aucun cas freiner ou affaiblir l'action du prolétariat des pays capitalistes intéressés, le salut de l'Etat ouvrier ne pouvant en définitive être assuré que par le développement de la révolution

mondiale" (Léon Trotsky, *La révolution trahie*, 1937). Trotsky appelait à une révolution politique prolétarienne en Union soviétique, pour restaurer un contrôle ouvrier direct sur l'économie planifiée centralisée. Une telle révolution est plus que jamais nécessaire pour défendre les acquis de 1917.

Aux Etats-Unis, la stratégie stalinienne est reflétée dans les exhortations incessantes du parti communiste à voter pour les candidats Démocrates libéraux, depuis Franklin Roosevelt en 1936 jusqu'à Walter Mondale en 1984. Le discrédit complet du Parti démocrate du fait de son rôle dans le viol impérialiste du Vietnam dans les années 60 a laissé ce parti bourgeois en désarroi, mais aujourd'hui le PC continue à faire l'article pour divers Démocrates "progressistes" comme Mark Green, candidat au

Hongrie ...

Suite de la page 5

une opposition significative au parlementarisme bourgeois. Un des principaux centres de la révolution, le conseil ouvrier du département Borsod-Abaúj-Zemplén, envoya à Imre Nagy une délégation exigeant "un Conseil national révolutionnaire s'appuyant sur les conseils ouvriers départementaux et de Budapest et composé de leurs délégations élues démocratiquement. Avec cela, on doit prononcer la dissolution de l'ancien Parlement" (Radio-Miskolc, 2 novembre 1956, cité dans *Pologne-Hongrie 1956*). Une volonté similaire se retrouve à Győr ou à Sopra. Mais dans son ensemble la direction des conseils ouvriers ne conçoit généralement pas les conseils comme des organes de pouvoir. Les tentatives de les centraliser dans un conseil national seront tardives. Et jamais ils ne revendiqueront "Tout le pouvoir aux conseils ouvriers!"

Mais souvent, les conseils ouvriers et les comités révolutionnaires, avec leur conscience aiguë du danger restaurationniste, précisaient qu'à des "élections libres" ne pourraient participer que "des partis ayant reconnu nos conquêtes socialistes basées sur la propriété sociale des moyens de production" (Résolution des conseils ouvriers du 11ème arrondissement de Budapest, *Ibid.*) L'attachement des ouvriers à leurs acquis était tel que le Parti social-démocrate hongrois et le Parti indépendant des petits propriétaires (PIPP), bourgeois cléricaliste, étaient obligés de s'en déclarer partisans. Mais si des "élections libres" avaient finalement eu lieu dans ce pays (où ce ne sont pas les ouvriers mais la paysannerie et la petite-bourgeoisie urbaine qui dominent numériquement), le résultat en aurait probablement été une majorité parlementaire du PIPP. Comme l'écrivait quelque

temps après la Révolution hongroise Shane Mage, un des fondateurs de la tendance spartaciste internationale: "Si la révolution avait réussi, les conseils ouvriers en seraient sortis avec de facto les aspects centraux du pouvoir entre leurs mains. Il est peu probable qu'ils auraient cédé ce pouvoir au gouvernement petit-bourgeois et clérical issu des élections libres". Une situation de double pouvoir entre le parlement et les soviets tendrait à s'instaurer. En cela, les ouvriers hongrois reproduiraient



Pal Maléter, cadre communiste et héros populaire de la Révolution hongroise

à leur manière l'expérience de la classe ouvrière russe. En Russie [...], la révolution prolétarienne a été suivie d'élections libres à une Assemblée constituante, le type de parlement bourgeois le plus démocratique. Les partis petits-bourgeois, qui étaient beaucoup plus à 'gauche' que ce qu'on trouve dans la Hongrie de Mindszenty, dominaient cette Assemblée constituante [...]. Les ouvriers russes se sont comportés

Sénat pour New-York, qui vient de se rallier à la "guerre des étoiles" de Reagan. Le programme des Démocrates est simplement de développer un éventail plus "rationnel" d'armement pour employer contre l'Union soviétique, en mettant davantage l'accent sur la bataille conventionnelle. Ce n'est pas par hasard que les Démocrates ont accepté de financer les contrats de Reagan, du Nicaragua à l'Afghanistan en passant par l'Angola -- ils sont tous unis dans la course à la guerre antisoviétique.

Le problème n'est pas simplement qu'il y a à la Maison Blanche quelqu'un d'irrationnel; ce n'est pas non plus le sinistre "complexe militaro-industriel" dont parlent tellement les staliniens; c'est un système social irrationnel, le capitalisme, dont la force motrice -- le profit maximum -- nous conduit vers la guerre nucléaire. Le véritable espoir, pour l'humanité, réside dans la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, la lutte pour établir un gouvernement ouvrier sous la direction d'un parti révolutionnaire. La bombe soviétique a donné à la classe ouvrière un délai précieux, mais le temps est compté. Si les syndicats soviétiques avaient montré qu'ils pouvaient tendre la main de la solidarité aux dockers de l'ILA durant leur récente grève contre les exigences des patrons, par exemple, cela aurait valu davantage qu'un millier de traités.

Juste avant de prendre l'avion pour Reykjavik, Reagan fit des commentaires chaleureux sur Robert E. Lee [général en chef de l'armée sudiste pendant la guerre de Sécession], qu'il qualifie de "grand Américain" qui "a connu les extrêmes de l'espoir et du désespoir". Lee avait espéré sauver l'institution agonisante de l'esclavage, mais son armée sudiste fut écrasée au cours de cette guerre civile. Reagan espère sauver l'esclavage salarié capitaliste, mais la classe ouvrière doit terminer la guerre civile avec la révolution prolétarienne, derrière le programme de Lénine et de Trotsky. C'est l'objectif de la Spartacist League.

-- Adapté de *Workers Vanguard* n°414

de la bonne manière; sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et de Trotsky, ils ont dispersé le Parlement et ont fait savoir au monde entier que les soviets étaient les seuls à détenir le pouvoir en Russie. Les ouvriers hongrois se seraient tôt ou tard trouvés confrontés aux mêmes problèmes et auraient dû éventuellement agir de la même manière. Ou alors, ils se seraient vu ravir les conquêtes de leur révolution par les éléments restaurationnistes" (*Spartacist* édition française n°17, hiver 1980-81).

IL FAUT UN PARTI LENINISTE-TROTSKYSTE

Ce qui a si cruciallement manqué au prolétariat hongrois en 1956, c'est un parti bolchévique qui, brisant les dernières illusions des ouvriers dans la démocratie bourgeoise et dans une "autoréforme" de la bureaucratie, aurait rendu conscientes leurs aspirations et les aurait conduits à la prise du pouvoir. Sans ce parti révolutionnaire capable d'en prendre la tête, un soulèvement ouvrier peut mener soit, comme en Hongrie, à une restabilisation d'un régime stalinien, soit, au pire, à une restauration capitaliste, comme la Pologne en a été au bord du gouffre en 1981. Mais c'est aussi dans de telles crises, qui, comme dans la Hongrie de 56 ou la Pologne de 80-81, paralysent l'appareil de répression stalinien, que les éléments qui veulent défendre et étendre les acquis sociaux historiques du prolétariat -- en expulsant les usurpateurs staliniens qui en sapent les fondements et en écrasant ceux qui veulent les détruire -- pourront être arrachés par pans entiers des PC et de mouvements comme Solidarnosc et gagnés au parti trotskyste, qui inscrit son programme pour la révolution politique dans le cadre du combat pour la révolution socialiste mondiale. ■

Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

Le PCF pour la force de frappe

Plus s'accélérent les préparatifs impérialistes, tant idéologiques que militaires, de la guerre contre le bloc soviétique, plus devient difficile la position de la direction du PCF qui soutient la "défense nationale" -- c'est-à-dire les intérêts de son propre impérialisme -- et la force de frappe (pointée sur les grandes villes soviétiques) tout en cherchant à ne pas rompre tout lien avec l'URSS.

Si Marchais et Cie refusent toujours de franchir le Rubicon de l'eurocommunisme, c'est avant tout parce qu'ils craignent que le PCF soit alors dépecé par le PS de ses éléments les plus droitières tandis que les militants qui refuseront de devenir des sociaux-démocrates au rabais déchireront leur carte. Du coup, ils sont forcés de pratiquer un "eurostalinisme" de plus en plus funambulesque.

Exemple typique: le PCF soutient les initiatives de la diplomatie soviétique visant à négocier avec l'impérialisme des accords de "désarmement", mais attention, uniquement dans la mesure où elles sont compatibles avec la défense de la force de frappe. Aussi le PC s'est-il particulièrement félicité d'une des concessions -- dangereuses pour la défense de l'URSS -- faites par Gorbatchev à l'impérialisme au cours du sommet de Reykjavik: "[...] les propositions actuelles ne sont plus assorties d'aucune condition concernant les forces nucléaires de la France ou de la Grande-Bretagne, qui sont cependant deux pays membres de l'Alliance atlantique" (*L'Humanité*, 14 octobre).

Cette concession enlevait en effet au PCF une énorme épine du pied. Fin 1982, quelques mois avant le déploiement en Europe de l'Ouest des 572 missiles américains de première frappe Pershing-2 et Tomahawk, les dirigeants soviétiques avaient posé comme condition préalable à l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires du "théâtre européen", les "euromissiles", la prise en compte des arsenaux français et britannique dans le camp américain.

Immédiatement, l'impérialisme français, par la voix de son président-commandant en chef Mitterrand, montait sur ses ergots et déclarait solennellement que "les forces françaises ne peuvent être prises en compte dans les négociations de Genève [sur les "euromissiles"] par les deux puissances surarmées", et qu'en conséquence la France "ne participe pas et ne participera pas aux discussions de Genève" (*le Monde*,

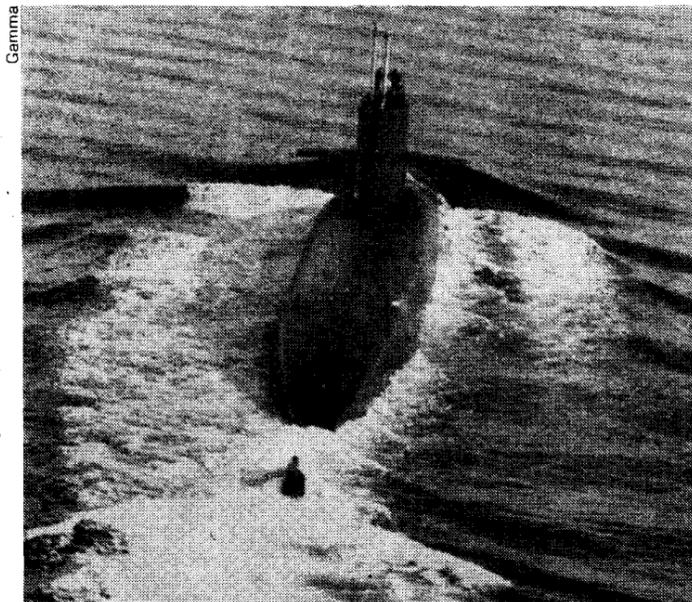
il faut négocier, mais pas question de négocier quoi que ce soit!

Et pendant que Marchais amusait la galerie en parlant de réduction des armements, le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman travaillait à la course aux armements. Dès le début, ce front populaire antiouvrier et antisoviétique avait annoncé la couleur: en juillet 1981, Mitterrand décidait la construction d'un septième sous-marin nucléaire lance-missiles

indiquent que la France disposera, avec le missile M-4 embarqué à bord de cinq sous-marins stratégiques comme il est prévu, du moyen de provoquer la disparition, instantanée ou à court terme, de soixante millions d'hommes et de femmes en terre adverse" (*le Monde*, 22 mai 1985).

Avec le pacte Laval-Staline, la direction du PCF s'est ralliée en 1935 à la "défense nationale", avec vote des crédits de guerre au Parlement. La politique stalinienne des fronts populaires confirmait le passage définitif du PCF, et de tout le Comintern, du côté de l'"ordre" bourgeois. Comme l'écrivait en 1938 Trotsky, "Staline a réconcilié les partis communistes des 'démocraties' impérialistes avec leur bourgeoisie nationale [...]. A partir de maintenant, les comchouvains doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la 'défense de l'URSS'" ("Une leçon toute fraîche", *Oeuvres*, tome 19). Le ralliement du PCF à la force de frappe en 1977, en pleine union de la gauche-front populaire, n'était donc pas une rupture fondamentale. Cependant, le parti de Marchais montrait ainsi à la bourgeoisie qu'il était prêt à endosser sa politique de chantage nucléaire antisoviétique -- condition nécessaire pour devenir un jour un de ses "partis de gouvernement" (sous la haute surveillance, néanmoins, du PS de Mitterrand).

Aux militants du PCF qui veulent réellement s'opposer au bellicisme antisoviétique, non seulement des Reagan, mais aussi des Mitterrand et des Chirac, qui veulent vraiment défendre l'URSS contre les attaques impérialistes, nous disons: le PCF, éternellement à la recherche d'une nouvelle alliance front-populiste de collaboration de classe, rongé par l'antisoviétisme, n'est pas un endroit pour un communiste. Leur place est dans le parti léniniste-trotskyiste que nous devons construire. A bas la force de frappe! Défense militaire inconditionnelle de l'URSS! ■



Le PCF soutient la "modernisation" des sous-marins de la force de frappe, dont les missiles sont pointés sur les grandes villes soviétiques.

22 janvier 1983). Cela allait obliger Marchais à une contorsion "dialectique" du plus bel effet: pour commencer, "il est exclu que nous acceptions de voir prise en considération la force de dissuasion française pour nous demander de la réduire", mais "puisque les résultats de ces négociations [de Genève] la concernent, la France doit y participer", et même "elle doit le faire avec la volonté de contribuer réellement, concrètement, à une réduction équilibrée des armements en Europe" (*L'Humanité*, 2 juin 1983). Autrement dit,

(SNLE), décision dûment approuvée par le PCF. Parallèlement, le gouvernement poursuivait le programme de "modernisation" de la flotte de SNLE engagé sous Giscard, programme au terme duquel le nombre de charges nucléaires portées par les missiles stratégiques français doit passer, d'ici 1993, de 98 à 514. L'entrée en service, le 25 mai 1985, du sixième SNLE, l'*Inflexible*, a déjà permis de doubler la capacité de frappe française. A cette occasion, *le Monde* écrivait avec une satisfaction gourmande: "Des calculs d'état-major

Grève des universités contre la loi Devaquet

La fac doit être ouverte à tous!

22 novembre -- Plus d'une dizaine d'universités à Paris et en province sont maintenant en grève contre la loi Devaquet. L'extension rapide du mouvement étudiant montre le mécontentement qui couvait dans la jeunesse contre la politique de sélection et d'expulsion de Mitterrand-Chirac. *Le Monde* (22 novembre) cite un étudiant de Nanterre: "On en a ras le bol. Si on met bout à bout la politique contre les drogués, celle contre les étrangers, et maintenant celle contre les étudiants, ça fait vraiment trop."

La loi Devaquet installe légalement la sélection à l'entrée des universités, les encourage à créer leurs propres diplômes (mettant fin à l'égalité des titres universitaires) et amorce la "libération" des droits d'inscription. Il s'agit de dresser de nouveaux barrages devant les enfants de la classe ouvrière -- dont la proportion suivant des études supérieures avait déjà été ramenée à 8% -- et de créer une "élite", triée sur le volet, au service du grand capital.

Une "élite" française de "pure race", évidemment: la ségrégation raciale s'étend aujourd'hui des HLM jusqu'aux écoles maternelles et aux universités (où l'on ne veut laisser entrer que de futurs fantoches néocoloniaux sélectionnés au moyen des quotas). Sous prétexte de chasse aux sorcières "antiterroriste" et "antidrogue", les contrôles, rafles et expulsions de masse racistes et anticommunistes se multiplient.

L'université ne doit pas être un bastion des privilèges. Nous, trotskystes, nous opposons à la sélection pour entrer à l'université -- une discrimination de classe basée sur l'argent, qui empêche la jeunesse ouvrière et immigrée de pouvoir accéder à toute la richesse culturelle. Nous sommes pour l'ouverture des facs à toute personne voulant y étudier et pour l'attribution à tout étudiant d'une bourse permettant de vivre décemment, de se consacrer aux études sans nécessité d'un petit boulot de merde, complément à l'aumône offerte par la bourgeoisie.

Mais les apprentis bureaucrates réformistes des "syndicats" étudiants, dont le slogan est plutôt "L'Élysée avec nous" que "Les lycées avec nous", veulent limiter le mouvement à une simple protestation contre la loi Devaquet, sans toucher au statu quo des privilèges de classe. Les sociaux-démocrates de l'UNEF-ID en particulier (mais aussi l'UNEF-SE) veulent faire oublier le sale boulot du gouvernement "de gauche" de 1981-86 -- les projets de Joxe de mise sous surveillance policière des résultats des étudiants étrangers ou la loi Savary qui accentuait la sélection à l'intérieur du cursus universitaire, qui préparaient la voie à Devaquet.

Les réformistes et leurs larbins d'"extrême gauche" -- principalement la LCR -- sont tellement déterminés à étouffer tout débat politique sur les véritables enjeux de la loi Deva-

quet qu'ils évitent même de faire référence à leur propre appellation (ils ont été aidés en cela par le fait que certains étudiants ont été malheureusement dégoûtés de la "politique" par leurs magouilles "syndicales"). Le PS dirige dans l'ombre pour se refaire la virginité dont il aura besoin aux prochaines élections.

A l'assemblée générale de Nanterre du 20 novembre, les traitres réformistes étaient prêts à admettre la racaille réactionnaire de l'UNI dans l'AG -- jusqu'à ce que les militants de la Ligue trotskyste aient mobilisé la salle contre cette provocation. L'UNI, un groupe paravent pour les nerfs fascistes, "invite" les universités à "anticiper" sur la loi Devaquet sans attendre le "feu vert" parlementaire. L'UNI se veut le fer de lance de la lutte anticommuniste sur les facs, voulant extirper la "subversion" jusque dans la littérature enfantine! Ces amis de Le Pen et Moon se trouvent tout naturellement avec la Ligue anticommuniste mondiale aux côtés des mollahs afghans et des *contras* nicaraguayens; ils ont pu ainsi toucher les dollars de Reagan, commandant en chef de la croisade antisoviétique. Il faut chasser ces gangsters des facs!

Le rôle de l'UNI démontre bien qu'il s'agit d'une mise au pas généralisée de la jeunesse au service des préparatifs de guerre mondiale contre l'Union soviétique. Voilà le pourquoi de la loi Devaquet, de la chasse au sexe et à la drogue de Chirac-

Pasqua, des TUC esclavagistes devenus une institution, de la propagande "branchée" de l'armée en direction des jeunes, du renouveau de l'ordre moral antiouvrier.

Oui, contre tous ces relents puants du "Travail, famille, patrie", il faut faire grève. Il est temps de dire non à la chiraquie mitterrandesque, non à la terreur raciste, non à la campagne de guerre antisoviétique!

Sous le front populaire de Mitterrand comme sous le régime de "l'après-mars", le capitalisme dans sa décadence n'offre à la plupart des jeunes que la caserne, le chômage ou, au mieux, un travail abrutissant. Mais les plus chanceux, s'ils arrivent à se frayer un chemin sur le parcours du combattant qu'est le système universitaire, doivent se demander s'ils veulent vraiment devenir des techniciens de la mort au service de l'impérialisme français sur le plateau d'Albion ou dans la "Piscine" de la DGSE! Les jeunes qui n'ont pas d'illusions dans la cage dorée de l'université bourgeoise et qui veulent mettre fin à la pourriture du capitalisme et à sa menace d'un holocauste nucléaire doivent choisir la voie de la lutte révolutionnaire dans le camp de la classe ouvrière, qui seule a la puissance sociale de faire échec aux plans de régression sociale du gouvernement bourgeois et de transformer la société. C'est la grève générale ouvrière de Mai 68 qui a apporté plus de démocratie dans les universités! ■

Les leçons de la lutte de classe: 1919-1933

Révolution et contre-révolution en Allemagne



W.W. Norton

Berlin, janvier 1919 -- Combat de rue entre les Freikorps et les ouvriers radicalisés.

Nous reproduisons ci-dessous la deuxième et dernière partie d'un article qui repose sur des exposés faits par George Foster, membre du comité central de la Spartacist League US, lors de journées d'études qui se sont déroulées fin avril et début mai 1984 à New-York, Chicago et Berkeley. Intitulé "Révolution et contre-révolution en Allemagne", le discours du camarade Foster était l'un des trois exposés consacrés à la question des "guerres et révolutions". La première partie de cet article a été publiée dans le Bolchévik n°67, octobre 1986.

Deuxième partie

La répression sanglante de la république soviétique bavaroise en mai [1919] marqua la fin de la vague révolutionnaire qui avait balayé l'Allemagne en 1918-19. La situation révolutionnaire aiguë était passée; elle avait manqué par-dessus tout d'un parti léniniste. Le nouveau Parti communiste d'Allemagne (KPD) connut une croissance rapide, mais, après les événements de 1918-19, il était encore faible et manquait de maturité politique. Aux problèmes auxquels le jeune parti était confronté, s'ajoutaient les crimes de la contre-révolution qui l'avaient privé de ses dirigeants les plus expérimentés et les plus doués -- Luxemburg, Liebknecht, Jogiches et Leviné.

Le KPD tint son deuxième congrès en octobre 1919. Au premier congrès, Luxemburg, Liebknecht, Jogiches et Leviné s'étaient tous à juste raison battus pour que le KPD participe aux premières élections parlementaires d'après-guerre. Ils furent mis en

minorité par l'écrasante majorité des délégués. (Leviné lui-même, emporté par la ferveur révolutionnaire impulsive des délégués, finit par voter avec les partisans du boycott.) Au deuxième congrès, la question se posa de nouveau. Le KPD était alors dirigé par Paul Lévi et Clara Zetkin.

Cette fois, les partisans du boycott -- des ultra-gauches qui rejetaient "par principe" la participation aux parlements bourgeois -- étaient en minorité. Mais cette minorité avait tout de même pour base des dizaines de milliers d'ouvriers syndicalistes de gauche. Comme il était en bonne position par rapport aux boycotteurs, Lévi fit de cette question une question de scission et exclut ceux qui étaient contre sa position. La plus grande

partie de l'opposition exclue forma le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) ultra-gauche.

Comme les événements le confirmèrent par la suite, le geste hystérique et précipité de Lévi ne fit pas grand-chose pour soigner la maladie infantile gauchiste du KPD. Son principal effet fut de réduire de moitié les effectifs du KPD et de le priver d'une grande partie de sa base ouvrière à Berlin et en Allemagne du Nord, qui était désormais dans les griffes des dirigeants "communistes de gauche" brouillons.

L'Internationale communiste, qui ne voulait pas que la scission avec les "gauches" empêche la formation d'un parti englobant tout le mouvement ouvrier partisan du gouvernement soviétique et de la dicta-

ture du prolétariat, invita le KAPD à assister avec un statut fraternel au deuxième congrès de l'Internationale communiste à Petrograd et à Moscou pendant l'été 1920. Il fit une invitation similaire à l'aile gauche du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) dans l'espoir aussi de faciliter une polarisation léniniste pour forger un parti communiste allemand unifié.

À la fin de 1919, les luttes du prolétariat refluèrent à travers toute l'Allemagne. Les Freikorps et leurs hommes de main sociaux-démocrates avaient accompli leur sale besogne d'assassins. La bourgeoisie victorieuse de l'Entente, qui avait vu avec satisfaction les exactions contre-révolutionnaires des Freikorps dans la Baltique et en Allemagne, "arrêter la vague du bolchévisme", exigea que ces unités soient démantelées et que les troupes de la Reichswehr soient réduites à 100 000 hommes comme cela était prévu dans le traité de Versailles. Lorsqu'Ebert tenta de mettre cela en application, ses anciens alliés réactionnaires décidèrent de se passer de ses services ainsi que de la république de Weimar.

Le 10 mars 1920, la Nationale Vereinigung [Association nationale], organisation d'extrême droite composée des comparses du général Ludendorff et de la pire racaille des Freikorps, mit Ebert devant une série d'ultimatums: que la coalition de Weimar, dominée par les sociaux-démocrates soit remplacée par un "cabinet de techniciens" neutres (c'est-à-dire les hauts fonctionnaires prussiens); que le Reichstag soit dissous; qu'Ebert "se retire" et soit remplacé par un nouveau président élu par plébiscite. On proposa même à Noske de devenir



American Heritage



AIZ

La social-démocratie allemande, "paravent de la réaction bourgeoise": Ebert (à gauche) avec des généraux de la Reichswehr et le maire de Berlin. Un manifestant arrêté à Berlin, en 1929 (ci-dessus).

dictateur! Comme Ebert refusait ces conditions, le 13 mars un haut fonctionnaire prussien du nom de Kapp et un général débile nommé Lüttwitz marchèrent sur Berlin avec les Freikorps et décrétèrent un gouvernement de la Nationale Vereinigung.

Ebert, en désespoir de cause, se tourna vers la Reichswehr [l'armée allemande] pour défendre la république et se rendit compte qu'elle n'avait pas l'intention de faire quoi que ce soit contre les Freikorps. Le gouvernement dut fuir Berlin. C'est alors seulement que la direction du SPD fit appel au prolétariat, et le prolétariat allemand répondit présent et déclencha une grève générale massive qui paralysa le pays et en quatre jours mit en échec le complot d'extrême droite.

Le KPD, désorienté, s'était d'abord tenu à l'écart du conflit, prétendant que le résultat d'une lutte entre deux ailes de la bourgeoisie ne lui importait pas. Mais étant donné la grève massive, il rectifia le tir tardivement et assez maladroitement face à ce qui était une attaque de type Kornilov de la part de l'extrême droite de la bourgeoisie allemande.

Dans la Ruhr, les ouvriers mobilisés contre le putsch de Kapp avaient été jusqu'à prendre le pouvoir à certains endroits. Le 20 mars, les ouvriers insurgés contrôlaient toute la région à l'est de Düsseldorf et de Mülheim. Pour les réprimer, Ebert se tourna maintenant vers celui-là même qui était resté les bras croisés pendant le putsch, le général von Seeckt. Ebert nomma von Seeckt commandant des forces armées. Von Seeckt fit alors appel aux Freikorps pour réprimer efficacement et dans le sang les ouvriers de la Ruhr! Kapp échoua à Berlin, mais en Bavière, l'extrême droite et von Mohl, commandant de la Reichswehr, chassèrent de son poste le social-démocrate Hoffmann et mirent à sa place un gouvernement d'extrême droite.

Quelques temps après les événements tumultueux autour du putsch avorté de Kapp, toute l'Allemagne fixa son attention sur la guerre soviéto-polonaise de 1920. En mai 1920, le dirigeant nationaliste de droite polonais, Pilsudski, la créature des impérialistes de l'Entente, décida de réaliser ses aspirations à une grande Pologne et envahit la jeune république soviétique au moment où il pensait qu'elle était la plus faible: à la fin d'une guerre civile acharnée. Au début, les armées de Pilsudski ont fait des incursions rapides et profondes en Ukraine et prirent Kiev. Mais les ambitions de Pilsudski qui voulait faire aller la Pologne jusqu'à la mer Noire, causèrent sa perte. En juin, le vent tourna et les Polonais furent obligés d'évacuer Kiev. Les armées polonaises reculèrent jusqu'aux frontières ethniques de la Pologne, talonnées par l'Armée rouge.

Il fallait décider si on allait continuer l'offensive et porter la guerre à l'intérieur de la Pologne. Lénine poussait pour poursuivre la guerre et l'emporta sur Trotsky, Dzerjinsky, Radek, Rykov et au départ Staline. Lénine espérait que si l'on pénétrait en Pologne, les ouvriers polonais ne suivraient pas leur bourgeoisie, mais au contraire qu'ils se soulèveraient et s'allieraient à l'Armée rouge en marche sur Varsovie. Trotsky -- et il s'avéra qu'il avait raison -- ne croyait pas que les choses tourneraient ainsi parce que le régime de Pilsudski avait un solide soutien dans une Pologne qui venait d'acquiescer son indépendance et que le nationalisme polonais était profondément antirusse.

Mais ce n'était pas tant la Pologne que l'Allemagne qui préoccupait Lénine. Il espérait faire la jonction entre les révolutions russe et allemande, ce qui aurait donné un immense élan au communisme allemand et aurait considérablement facilité les possibilités de succès des luttes révolutionnaires du prolétariat allemand. L'offensive de l'Armée rouge en Pologne eut lieu pendant les sessions du deuxième congrès de l'Internationale communiste dont les délégués suivirent les batailles avec passion.

Comme les camarades le savent, le pari historique de Lénine qui voulait

"sonder l'Europe avec les baïonnettes de l'Armée rouge" fut un échec. L'Armée rouge fut vaincue aux portes de Varsovie. Staline fut un facteur majeur de cette défaite militaire. En Pologne, l'Armée rouge avançait en deux colonnes. Une colonne au nord commandée par Toukhatchevski se dirigeait sur Varsovie. Une colonne au sud, sous le contrôle effectif de Staline, devait couvrir le flanc de Toukhatchevski. Staline, certain que Toukhatchevski allait prendre Varsovie et impatient de briller sur le champ de bataille, désobéit aux

historique de Halle en octobre 1920. Ce congrès devait décider de l'affiliation ou non de l'USPD à l'Internationale communiste. Hilferding et le menchévik russe Martov parlèrent pour la droite. Ce fut Zinoviev qui leur répondit, et son discours de quatre heures, brillant et enflammé, remporta la victoire. La majorité des délégués optèrent pour l'Internationale communiste. La fusion entre le KPD et la gauche de l'USPD, consommée en décembre 1920, fit passer le KPD de 50000 à 350000 membres, avec de profondes racines

darité avec Lévi. La direction du KPD était donc désormais aux mains de Ernst Meyer, Heinrich Brandler, August Thalheimer et Paul Frölich. Avec la gauche du KPD, dont Berlin était le bastion -- Ruth Fischer et Arkadi Maslow -- ils étaient tous partisans d'une variante ou d'une autre de la "théorie de l'offensive".

Les préjugés de la nouvelle direction furent encore renforcés par l'entrée en scène de représentants de l'Internationale communiste Bela Kun et Joseph Pogany (alias John Pepper -- qui fera plus tard des



Ullstein



Soldat français gardant le charbon pendant l'occupation de la Ruhr (à gauche). Une profonde crise économique faisait des ravages dans la population avec l'inflation et le chômage. En octobre 1923, un franc valait 4 milliards de marks; un timbre-poste coûtait 200 millions de marks.



W.W. Norton

ordres de couvrir l'avance de Toukhatchevski, dirigeant ses forces sur Lvov. Le général Weygand, conseiller militaire français des Polonais, et Pilsudski profitèrent de la trouée créée entre les deux colonnes par Staline qui essayait de prendre Lvov et frappèrent. Le résultat fut désastreux. L'Armée rouge dut faire retraite en hâte et en désordre vers l'Union soviétique. Si Pilsudski avait été battu et si l'Armée rouge avait atteint la frontière allemande, l'histoire du monde aurait eu un cours bien différent et bien meilleur.

Le rôle traître du SPD après le putsch de Kapp lui valut de perdre un nombre considérable de voix aux élections au Reichstag le 6 juin 1920. Dix-huit mois plus tôt, dans les premières élections de l'après-guerre, le SPD avait eu 11500000 voix et 163 sièges au Reichstag. En juin, le chiffre tomba à 6100000 avec 102 sièges. L'USPD au contraire, qui avait beaucoup recruté en 1919, passa de 22 à 84 sièges. Quant au KPD, il eut 4 sièges pour son premier passage devant les électeurs.

Au fur et à mesure que l'USPD grossissait et que les ouvriers mécontents du SPD allaient plus à gauche et gonflaient ses rangs, la polarisation s'accroissait entre la gauche et la droite de l'USPD. Ce processus atteignit son paroxysme à son congrès

dans les syndicats. Le KPD était devenu un parti de masse.

L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE ET L'ACTION DE MARS

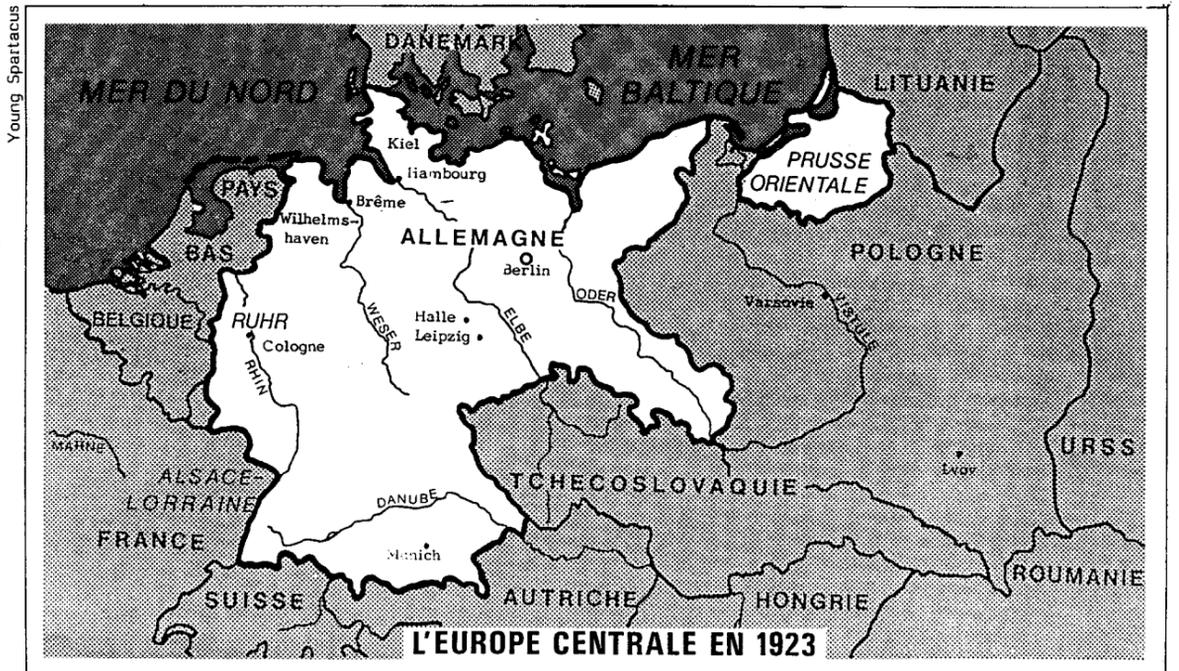
Le succès de la fusion créa un climat d'impatience et d'espérance révolutionnaires. Les militants voulaient de l'action. Ce climat trouvait un écho dans la direction du KPD qui se sentait poussée à conduire le parti, qui venait de grossir énormément, dans une action de masse contre les patrons. Cela fut encore renforcé par l'échec de la lettre ouverte de Lévi et Radek le 8 janvier 1921, qui cherchait à mettre en place un front unique avec d'autres organisations de gauche et des organisations syndicales sur des questions clés auxquelles les ouvriers étaient confrontés, des salaires à la nécessité d'organisations d'autodéfense ouvrière.

En février 1921, Lévi démissionnait avec fracas du comité central du KPD après sa condamnation justifiée pour le rôle infâme qu'il avait joué en faisant bloc avec le centriste Serrati; ce dernier refusait de se séparer des réformistes au congrès du PSI (Parti socialiste italien) qui venait de se terminer à Livourne. Zetkin, Däumig et deux autres membres du CC démissionnèrent en soli-

dégâts dans le PC/USA). Bela Kun était partisan s'il en fut de l'"offensive révolutionnaire". Lui et ses partisans étaient comme l'état-major français en déroute dont toute la sagesse stratégique et tactique se résumait simplement: "Attaque à outrance". Ils étaient convaincus que la révolution prolétarienne était imminente et voulaient mobiliser le prolétariat dans une suite de soulèvements, de grèves et d'insurrections. Les exhortations de Zinoviev et de Boukharine ne firent qu'exacerber encore plus cette situation.

Zinoviev et Boukharine s'étaient tous deux opposés avec véhémence à la lettre ouverte de janvier, lorsque Radek l'avait proposée pour la première fois au comité exécutif de l'Internationale communiste. Lénine avait défendu Radek, et la tactique fut approuvée. Bela Kun était le principal partisan de l'"offensive révolutionnaire", mais on peut dire que Boukharine en était l'inspirateur idéologique. Même après le troisième congrès de l'Internationale communiste, et alors que ses positions avaient été testées en Allemagne et avaient échoué, il poussait encore sa "théorie" -- "Le capitalisme ayant épuisé ses ressources, on allait donc remporter la victoire par une offensive révolutionnaire ininterrompue".

Suite page 10



"Nous avons besoin d'abord et surtout, camarades, de faire le point sur la carte... sans cela, votre agitation ne sera, si vous me pardonnez l'expression, que du blabla."
-- Léon Trotsky, octobre 1923.

Allemagne...

Suite de la page 9

Le test de l'"offensive révolutionnaire", c'était bien entendu l'Action de mars 1921. La région houillère de Mansfeld, en Allemagne centrale, était le point chaud de la combativité ouvrière en Allemagne. Autrefois, plus arriérés et manquant de conscience de classe, les mineurs avaient réagi tardivement à la vague révolutionnaire qui avait balayé l'Allemagne et qui avait reflué, et ils étaient devenus extrêmement combattifs. Ils s'étaient rangés en masse sous la bannière du KPD. Les grèves, assemblées générales et occupations d'usine balayèrent la région.

Le 16 mars, les sociaux-démocrates, Hörsing, gouverneur de Saxe, et Severing, ministre de l'Intérieur prussien, envoyèrent la troupe et la police dans la région pour désarmer et réprimer les ouvriers. La réaction de la direction du KPD à cette provocation fut d'appeler à la résistance armée. Dans certains endroits d'Allemagne centrale, les ouvriers répondirent à l'appel et combattirent héroïquement, mais, même dans ces endroits, les combats furent sporadiques et en aucun cas généralisés. Dans le reste du pays, à l'exception de quelques affrontements à Hambourg, l'appel du KPD resta sans réponse. Lorsqu'une semaine plus tard il était clair que l'insurrection voulue avortait, le KPD appela alors à la grève générale. Mais cela aussi échoua. Au lieu de cela, il y eut des grèves dispersées des partisans du KPD. Les tentatives de mettre en grève des usines où les ouvriers étaient sous l'influence du SPD ou de la droite de l'USPD se soldèrent par de violents affrontements entre ouvriers.

Le 31 mars, l'action avait échoué et fut décommandée. Elle avait coûté cher. Les pertes avaient été nombreuses et il y avait eu des milliers d'arrestations, y compris de nombreux dirigeants du KPD. La bourgeoisie et ses chiens couchants du SPD lancèrent une violente campagne de propagande anticommuniste, disant que l'action avait été "made in Moscou". En trois mois, les effectifs du KPD se réduisirent de moitié.

Comme Trotsky le fit remarquer plus tard, il aurait fallu pour soutenir les événements de mars 1921 en Allemagne centrale une politique plus active de la part du KPD. Mais il insista sur la nature défensive de la situation: "L'offensive a été lancée en réalité par le policier social-démocrate Hörsing. Cela aurait dû être utilisé pour unir tous les ouvriers pour leur défense, pour leur autoprotection même si, au début, cela avait été une résistance très modeste. Si le terrain s'était révélé favorable, si l'agitation avait rencontré une réponse favorable, il aurait alors été possible de passer

à la grève générale. Si les événements continuent à se développer, si les masses se soulèvent, si les liens entre les ouvriers se renforcent, si leur moral s'améliore alors que l'indécision et la démoralisation s'emparent de l'ennemi, alors il est temps de lancer des mots d'ordre pour passer à l'offensive. Mais s'il se révèle que le terrain est défavorable, si les conditions et l'humeur des masses ne correspondent pas à des mots d'ordre plus résolus, il faut sonner la retraite et retourner dans des positions préparées à l'avance



New York Public Library

d'une manière aussi ordonnée que possible" (Trotsky, Discours à une assemblée générale des membres du parti de l'organisation de Moscou, juillet 1921 [traduit par nos soins]). Au lieu d'utiliser l'élément moral de la défense, le KPD a lancé ses partisans dans une action opposée à la majorité des ouvriers avant que cette majorité ait pu réaliser ce qui était en jeu en Allemagne centrale.

Dans les premiers temps après l'Action de mars, la direction du KPD ne regrettait rien et défendait sa politique disant que cela avait été une tentative de "saisir l'initiative révolutionnaire". Thalheimer écrivait par exemple: "L'Action de mars en tant qu'action isolée du parti serait -- nos adversaires ont raison en ce sens -- un crime contre le prolétariat. L'offensive de mars comme introduction à une série d'actions en escalade est un acte salutaire."

Le critique le plus acerbe du KPD fut Paul Lévi qui, ayant démissionné du comité central à la fin de février, se lavait hypocritement les mains de tout ce qui s'était passé en mars. Les critiques politiques fondamentales de Lévi contre la "théorie de l'offensive" et l'Action de mars en tant qu'aventure putschiste étaient fondées. Mais la panique face à l'hystérie social-démocrate qui criait au scandale contre le "communisme de Moscou" le conduisit à un acte de trahison. Prétendant à tort qu'il ne pouvait pas présenter ses positions devant la base du parti, Lévi rendit publiques ses critiques.

L'Action de mars avait été une réaction stupide à une grossière provocation de la bourgeoisie allemande contre les ouvriers combattifs d'Allemagne centrale. Pourtant, elle avait mobilisé des dizaines de milliers d'ouvriers qui s'étaient lancés dans des combats héroïques et sanglants pour défendre leur classe contre leurs oppresseurs. Etant donné ces circonstances, les critiques publiques de cette action portées par Lévi, qui, de surcroît, étaient malveillantes, partiales et exagérées, qui ne montraient aucun signe de soli-

Révolutionnaire internationaliste et organisateur de l'Armée rouge, Léon Trotsky s'est battu contre la capitulation des communistes allemands, pour un front unique ouvrier contre le fascisme.

darité avec le parti ou l'Internationale communiste, ne furent, selon le mot de Lénine, qu'"une mutilation cruelle du parti". Les réformistes sautèrent sur ces critiques pour alimenter l'offensive de propagande anticommuniste de la bourgeoisie et sa campagne de persécution contre le KPD. De plus, l'acte d'indiscipline lâche et malveillant de Lévi rencontra tant d'indignation dans le parti que ses critiques, au lieu de clarifier les questions, ne réussirent qu'à les embrouiller encore plus et à désorganiser encore plus le KPD. Lévi, tout à fait correctement, fut exclu du parti pour son acte d'indiscipline.

L'Action de mars en Allemagne occupa naturellement une place centrale lors du troisième congrès de l'Internationale communiste qui se tint à Moscou en été 1921. Trotsky fit remarquer que les Journées de Juillet allemandes de janvier et avril 1919 ne furent pas suivies d'une révolution d'Octobre mais d'autres Journées de Juillet: mars 1920 et mars 1921. Comme il disait: "Non, il y a trop de 'Journées de Juillet' en Allemagne, ce que nous voulons c'est un Octobre."

Lénine et Trotsky utilisèrent l'Action de mars comme exemple de produit de la "théorie de l'offensive" et purent ainsi gagner à la fois le parti russe et l'Internationale communiste contre les partisans "de gauche" de la version boukharinienne de la "révolution ininterrompue". Les événements de mars en Allemagne sont une leçon durement apprise

que la détermination de la direction et le mécontentement des masses ne sont pas des conditions suffisantes pour la victoire. Comme le nota Trotsky: "Il faut obtenir un certain nombre d'autres conditions, par-dessus tout un lien étroit entre la direction et les masses et la confiance de ces dernières dans la direction. A cette époque, cette condition n'existait pas."

Le mot d'ordre central du troisième congrès était: "Vers le pouvoir par la conquête préalable des masses." A ce congrès, on est arrivé à la compréhension que les ressources politiques et organisationnelles des partis communistes ne suffisaient pas encore pour conquérir le pouvoir. On poussa donc les divers partis à étudier précisément la situation réelle dans leur pays respectif et à consacrer leur attention à l'agitation, la propagande, l'organisation et la conquête de la confiance des ouvriers dans les luttes quotidiennes. Ces leçons furent affinées et codifiées quelques temps après dans les thèses de l'Internationale communiste sur la tactique du front unique.

La direction du KPD retourna en Allemagne ayant conclu une trêve fragile. L'aile gauche, un bon tiers du parti concentré à Berlin, Hambourg et la Ruhr, restait entichée de l'"offensive révolutionnaire" et critiqua des actions de front unique. La direction du parti se poursuivit avec Ernst Meyer, et le KPD, avec le mot d'ordre "Vers les masses!" essaya de mettre en application le travail préparatoire esquissé par le troisième congrès. Mais le KPD ébranlé par l'expérience de mars 1921, ses tentatives de mettre en pratique ce travail conduisirent à une déviation droitiste. C'est ainsi qu'en 1923 le KPD laissa passer la première occasion révolutionnaire qui se présenta au communisme allemand.

ALLEMAGNE, 1923: "ORDRE" BOURGEOIS EN CRISE ET...

A la fin de 1922, l'Allemagne arrêta de payer les réparations qui lui avaient été imposées à Versailles par l'Entente victorieuse. En réponse, les troupes françaises et belges occupèrent la Ruhr le 11 janvier 1923. Le gouvernement allemand, dont Ebert était le président, et le chancelier Cuno, le gros industriel, répliquèrent en ordonnant aux fonctionnaires, aux cheminots et aux ouvriers de refuser de coopérer avec les occupants. Une vague de grèves déferla sur la Ruhr.

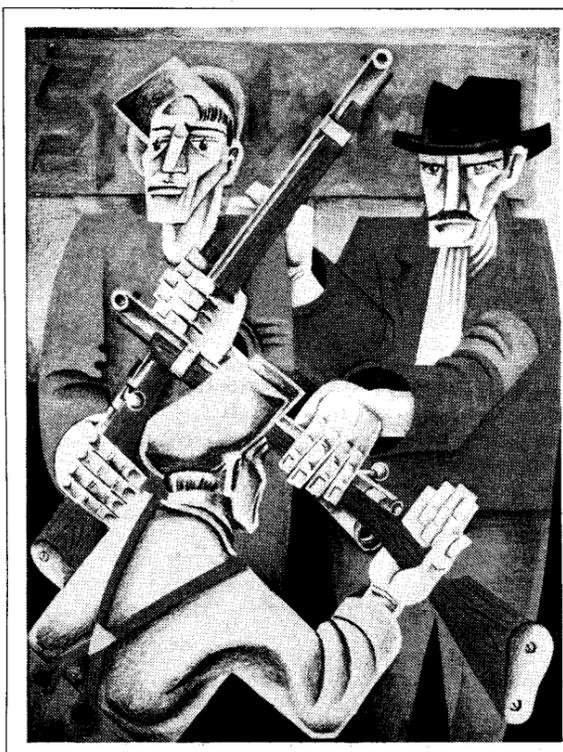
Les troupes françaises furent envoyées contre les grévistes. Les réserves des banques et des usines allemandes furent confisquées, et cessa la production de charbon (85% de la production allemande), de fer de la Ruhr et d'acier (80% de la production allemande). Les éléments

1918-1919 Berlin

Nous reproduisons ici une série de cinq tableaux dans le style expressionniste allemand peints à la détrempe en 1938 par l'artiste Fritz Brosius, dont il a fait don à nos camarades de la Spartacist League/US l'année dernière. Fritz Brosius s'est inspiré de ses propres expériences comme jeune lycéen dans le Berlin de 1919 pour dépeindre l'histoire du soulèvement spartakiste.

Le premier tableau montre Karl Liebknecht appelant les ouvriers aux armes. L'oeuvre passe de la dominante rouge de la première scène pour finir progressivement dans le gris.

Spartacus 1918-1919
Fritz Brosius



fascisants et nationalistes passèrent rapidement de la politique gouvernementale de résistance passive à la guerre de guérilla contre les troupes françaises. Pourtant, en mai, durant la grève générale massive de la Ruhr, la fraternisation entre les grévistes et les soldats français se développa, et des soldats participèrent aux manifestations des ouvriers allemands.

L'occupation de la Ruhr et la réaction du gouvernement déclenchèrent une profonde crise économique. Le chômage fit un bond. En janvier 1923, il y avait 4,2% de chômeurs. En avril, le chiffre était monté à 7%, en septembre à 9,9%, octobre 19%, novembre 23% et décembre 28%. A ces chiffres il faut ajouter le pourcentage de ceux qui ne travaillaient qu'à temps partiel. En janvier, le pourcentage de ceux-ci se montait à 12,6. En octobre, c'était 47%.

Ainsi, en octobre 1923 en Allemagne, près de deux tiers du prolétariat soit étaient sans emploi, soit ne travaillaient que quelques heures par semaine! Il faut comparer ces chiffres à ceux des années précédentes. En 1913, le chômage se montait à 2,9%. En 1921, il était de 2,8% et en 1922 il était en fait tombé à 1,5%.

En plus de cette fulgurante montée du chômage, l'inflation se mit à galoper. Le 18 octobre 1923, un dollar valait 4 milliards de marks. Ca c'était le matin. Le soir même, ce dollar valait 6 milliards de marks. Deux jours plus tard, le taux était de 15 milliards de marks pour un dollar et le soir il était monté à 19 milliards. Après deux jours, un dollar valait 46 milliards et le 23 octobre, 75 milliards. C'est ce que le camarade Seymour appellerait de l'hyperinflation.

La crise économique eut pour effet un appauvrissement massif de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie. Les conditions de vie n'étaient plus effroyables en automne 1923, elles étaient impossibles.

Fin juin 1923, le gouvernement Cuno avait pratiquement cessé de fonctionner. L'effondrement économique s'accompagna d'une profonde crise politique de la bourgeoisie. En mai 1923, une grève générale éclata dans la Ruhr, se transformant en insurrection armée dans la ville de Bochum. Entre juin et août, une gigantesque vague de grèves traversa toute l'Allemagne et culmina en une grève des typographes de Berlin qui imprimaient les billets de banque sans valeur du gouvernement. La grève devint générale et le gouvernement Cuno tomba. C'est Stresemann qui remplaça Cuno à la chancellerie. En prenant son poste, il était d'avis que son gouvernement était le dernier gouvernement bourgeois d'Allemagne. Le 26 septembre, Stresemann en abandonnant la tactique de résistance passive à l'occupation de la Ruhr faisait un pari désespéré et ne faisait que reconnaître la situation



Bruckmann

Confrontation entre le Reichsbanner (milice ouvrière social-démocrate) et le Jeune ordre allemand réactionnaire (à droite). Un front unique des organisations ouvrières aurait pu écraser les fascistes.



Ullstein

"désespérée" de la bourgeoisie allemande.

... UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE AIGUE

Mais comme le remarqua Trotsky, la position de la bourgeoisie allemande n'était "désespérée" que si le KPD réalisait à temps que c'était le cas et prenait les mesures révolutionnaires qu'imposait la situation. Malheureusement, le KPD ne réagit aux événements révolutionnaires de 1923 que d'une manière indécise et molle. La direction du parti, qui était depuis janvier aux mains de Brandler et qui, depuis mai, incluait deux des "gauches" (Ruth Fischer et Thälmann), échaudés par l'Action de mars, traînait des pieds alors que la situation révolutionnaire se développait devant elle.

Ainsi, Brandler comme Fischer condamnèrent le soulèvement armé spontané de Bochum et le qualifièrent comme "objectivement une provocation de la bourgeoisie allemande". Le mot d'ordre de Brandler en 1923 était: "Dans le cadre de la constitution de Weimar, vers un gouvernement ouvrier de toute l'Allemagne!" Ce fut Trotsky qui, de loin, conclut, probablement en juillet 1923, que l'Allemagne était entrée dans une situation révolutionnaire aiguë et qu'il fallait que le parti allemand élabore un plan d'action clair culminant dans la prise du pouvoir par l'insurrection armée. Trotsky insista qu'il fallait fixer à l'avance une date pour tourner le KPD vers les tâches politiques, organisationnelles et militaires nécessaires à la réalisation de l'Octobre allemand.

Le principal obstacle à pousser l'Internationale communiste et le KPD à l'action fut Staline qui argumentait en août 1923 dans une lettre

à Zinoviev et Boukharine que "selon moi, on doit retenir les Allemands et non pas les stimuler". Trotsky, commentant cette lettre déclara: "Staline porte la principale responsabilité pour avoir laissé passer la situation révolutionnaire en Allemagne. Il a soutenu et encouragé les faibles, les sceptiques et les temporisateurs en Allemagne. Ce n'est pas accidentellement qu'il a assumé une opposition opportuniste sur cette question d'importance historique mondiale: il ne faisait essentiellement que poursuivre la politique qu'il avait suivie en Russie en mars 1917" (Projet de programme de l'Internationale communiste -- une critique fondamentale, 1928 [traduit par nos soins]).

En août, après la grève de Berlin qui renversa le gouvernement Cuno, l'Internationale communiste décida finalement que l'Allemagne était effectivement dans une situation révolutionnaire aiguë. Brandler fit un voyage à Moscou pour consulter sur les préparatifs à la lutte pour le pouvoir. Là-bas Brandler était sceptique et ne s'engagea qu'avec réticence à préparer l'Octobre allemand. Selon ses propres paroles, quelque 36 ans plus tard: "Je ne m'opposais pas aux préparatifs pour l'insurrection de 1923, simplement je ne voyais pas la situation comme révolutionnairement aiguë, mais plutôt comme ayant besoin d'être plus aiguë."

Brandler, qui disait qu'il n'était pas un "Lénine allemand", demanda que Trotsky soit chargé de diriger l'insurrection. Les adversaires de Trotsky au Politburo qui manoeuvraient déjà contre lui envoyèrent à la place Radek, qui était sceptique quant aux possibilités révolutionnaires, et Piatakov. Lorsque Brandler revint en Allemagne, il s'attela aux préparatifs avec l'esprit qu'il exprima dans sa déclaration de 1959 citée

ci-dessus. Comme les Bourbons, il n'oublia rien et n'apprit rien.

Malgré un considérable soutien financier, technique et politique des Soviétiques, les préparatifs de l'insurrection eurent donc un caractère irrésolu et même souvent irréel. La direction du KPD était incapable de faire le tournant nécessaire. Le parti devait faire basculer son centre de gravité d'un travail d'agitation pratique sur des questions quotidiennes à un travail de préparation immédiate de l'insurrection, y compris savoir quand donner aux masses les mots d'ordre qui la mettraient en branle. Les révolutions ont besoin d'être organisées. Les conditions intrinsèquement favorables ne suffisent pas. Mais les temporisations de Brandler, partagées d'ailleurs par l'aile gauche Maslow-Fischer-Thälmann, l'emportèrent.

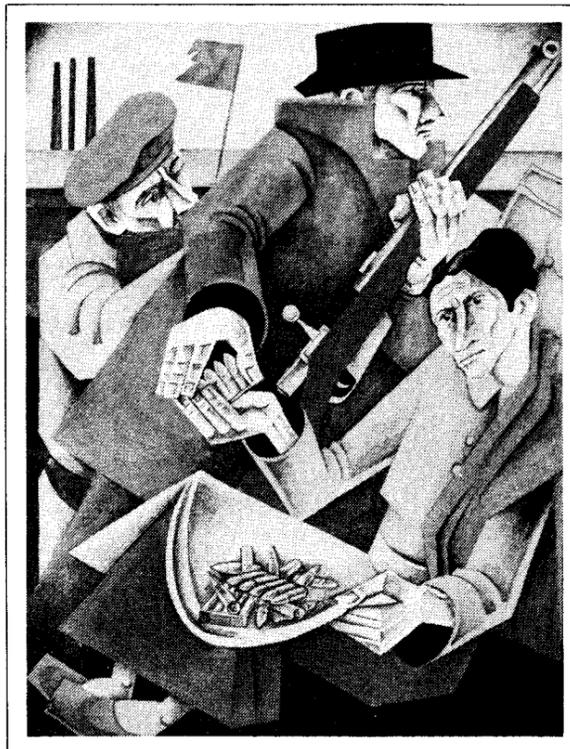
Le soulèvement devait commencer en Saxe et en Thuringe où le KPD avait le plus fort soutien. Le 10 octobre, le KPD entra dans un gouvernement de coalition avec la gauche du SPD en Saxe et le lendemain en Thuringe. L'intention derrière la formation de ces "gouvernements ouvriers" était de les utiliser comme tremplin pour armer le prolétariat et lancer l'insurrection. La date visée était fixée début novembre. L'appel à la grève générale était censé être le signal de l'insurrection.

La bourgeoisie commençait à retrouver ses esprits. Trois jours après que le KPD fut entré dans le gouvernement de Saxe, Ebert ordonna à la Reichswehr d'occuper la région. Pour ouvrir la voie, le général Müller, commandant de région, ordonna la dissolution des centurions prolétariennes. Le gouvernement de Saxe défia l'ordre et, une semaine plus tard, Müller qui s'attendait à une forte résistance, ordonna à ses soldats de marcher sur la province. Durant cette période, Brandler ne fit rien pour accélérer l'armement du prolétariat ou pour se préparer à affronter la Reichswehr.

Au lieu de cela, Brandler décida de placer sa confiance dans le partenaire de coalition du KPD, le social-démocrate de gauche Zeigner. Le KPD proposa au vote la grève générale, le signal pour l'insurrection (!), à une conférence des organisations ouvrières de Saxe réunies, le 23 octobre dans la ville de Chemnitz. Les délégués à cette conférence avaient été élus avant l'occupation de la Ruhr et n'étaient en aucun cas représentatifs de l'état d'esprit du prolétariat allemand en octobre 1923. Et lorsque Brandler proposa son appel à la grève générale, Zeigner regimba... et la direction du KPD (y compris les gauches) recula.

Il n'y a qu'à Hambourg que, par une décision paniquée et légère de la *Zentrale* [la direction centrale] du KPD, et avec une série d'erreurs en cascade, une tentative d'insurrection eut lieu. Là, sans préparation

Suite page 12



Allemagne ...

Suite de la page 11

sérieuse des ouvriers et avec seulement des plans de dernière minute, quelque 600 combattants armés de quelques pistolets réussirent à gagner le contrôle des quartiers ouvriers de la ville. Cette poche isolée de la révolution fut ensuite réprimée. Mais, avant ça, les insurgés ont vendu chèrement leur peau et ils ont fait retraite en bon ordre.

En capitulant honteusement, la direction du KPD laissa glisser la situation révolutionnaire entre ses doigts. La bourgeoisie reprit l'initiative. Cette défaite a eu des proportions historiques et mondiales. Les ouvriers d'Union soviétique avaient suivi les événements révolutionnaires de 1923 en Allemagne avec grand intérêt. Ils savaient que la victoire de cette révolution signifiait le commencement de la fin de la pénurie en Union soviétique et une puissante extension de la révolution internationale.

L'avortement de l'Octobre allemand de 1923 donna un énorme élan à la cristallisation de la bureaucratie stalinienne en URSS. Cela marqua une ligne de partage -- dans le Parti communiste d'Union soviétique et dans l'Internationale communiste (IC). Comme Trotsky le remarquait dans *l'Internationale communiste après Lénine*: "La cause fondamentale de la crise de la révolution d'Octobre réside dans le retard de la révolution mondiale, à la suite de plusieurs lourdes défaites du prolétariat. Jusqu'en 1923, ce furent les échecs des mouvements et insurrections de l'après-guerre en raison d'abord de la disparition de toute une partie de la jeunesse, et ensuite de la faiblesse des partis communistes. A partir de 1923, la situation se modifie radicalement: il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste."

En reprenant l'initiative en Allemagne fin 1923, la bourgeoisie pava la voie à la seule période de stabilité de la république de Weimar -- la période allant de 1924 à 1928. Le reflux de la vague révolutionnaire fut renforcé par de larges infusions de capitaux américains, essentiellement sous forme de prêts à court terme. Ce fut aussi bien sûr pendant cette période que le Parti communiste d'Allemagne, ainsi que le reste du Comintern, fut politiquement subordonné aux intérêts étroits de caste nationale de la bureaucratie stalinienne naissante.

L'histoire du KPD de cette période est d'un grand intérêt en tant qu'exemple des zigzags gauche-droite de la bureaucratie stalinienne naissante. Brandler fut chassé à la fin de 1923 et devint le bouc émissaire de la capitulation de toute la direction du KPD au cinquième congrès mondial qui se tint 8 mois après la défaite en Allemagne. Mais, de toute façon, toute la question de l'Octobre allemand passa pour un "épisode" et une "erreur de rythme". On prétendait que le point culminant de la crise allemande était encore à venir et que la situation était encore grosse de révolution.

LE KPD ENTRE DANS LA "TROISIEME PERIODE"

En 1926, le parti bascula brusquement à droite, ayant découvert tardivement une "stabilisation capitaliste" purement objective. Puis en 1928-29, le Comintern revira fortement à gauche après que le dixième plénum du comité exécutif de l'IC en juillet 1929 eut adopté les doctrines de la "troisième période" et du "social-fascisme". Des accords de front unique ou autres activités avec le parti socialiste furent bannis. La troisième période devait être la période finale du capitalisme dans le monde entier et elle pouvait et devait se terminer par la victoire de la révolution prolétarienne qui était la tâche immédiate du Comintern et de ses partis. Dans la troisième période, la social-démocratie devenait l'aile gauche du fascisme, autrement dit le "social-fascisme", et l'ennemi

principal. Cette politique adoptée par le KPD dans un pays où le fascisme était en train de devenir une menace mortelle conduisit à une catastrophe effroyable.

La doctrine du social-fascisme n'était pas très nouvelle. Elle avait été avancée par Staline lui-même en 1924: "La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme." Effectivement, dans sa fameuse lettre de 1923 où il disait qu'"on doit retenir les Allemands", Staline devait aussi écrire: "Certes, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers: cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes (l'Allemagne n'est pas la Bulgarie)." Repris 9 ans plus tard par Thälmann sous la forme "Après Hitler, nous", cela devait devenir l'épithète de l'Internationale communiste.

La dépression mondiale qui frappa l'Allemagne à la fin de 1929 passa un noeud coulant autour du cou de la république de Weimar. Il y avait trois millions de chômeurs en 1930 et plus de 4 millions l'année suivante. La société allemande était jetée à nouveau dans une crise politique et économique profonde et reposait la question: quelle classe va être le maître dans la maison.



W.W. Norton

Octobre 1931 -- Hitler et ses troupes de choc gagnent des partisans. La faillite de la direction prolétarienne a conduit à la victoire fasciste et à l'horreur des camps de la mort.



Progress Publishers

La doctrine du social-fascisme dressait un mur entre le KPD et la tâche révolutionnaire cruciale d'arracher le prolétariat des griffes du SPD procapitaliste. Le SPD était encore le parti le plus important au Reichstag; c'était encore le parti majoritaire dans la classe ouvrière allemande, celui dont l'influence dominait le puissant mouvement syndical et encore objectivement l'obstacle le plus important au succès de la révolution prolétarienne.

Les élections de septembre 1930 révélèrent une tendance sinistre. Les nazis, qui avaient obtenu 800000 voix en 1928, montèrent à 6,4 millions! Aux mêmes élections, le SPD perdit 800000 voix par rapport à son total de 9,2 millions en 1928. Le KPD passa de 1,3 million à un total de 4,6 millions de voix. Les staliniens, à qui la signification de toutes ces voix pour les fascistes échappait, ne tinrent pas compte de l'irruption de la vague de fond nazie et se firent de grosses illusions dans leur grand "succès" électoral.

Ce fut donc à Trotsky et à l'opposition de gauche internationale de donner l'alarme. Pour la grande bourgeoisie, la vague fasciste posa la question: devait-elle essayer de continuer à régner avec l'ancienne méthode de Weimar, en faisant confiance aux sociaux-démocrates, ou fallait-il utiliser les bandes fascistes pour écraser le prolétariat et réduire en cendres ses organisations? La bourgeoisie à l'époque hésitait encore. Mais la petite-bourgeoisie, de plus en plus désespérée face à la crise du capitalisme, ne se tournait plus vers le prolétariat mais vers les forces de la contre-révolution violente et de la réaction impérialiste extrémiste.

La situation était conditionnée par un régime bourgeois impuissant, solidement soutenu par le SPD conservateur (qui avait encore le soutien de larges couches de la classe ouvrière). La faiblesse du KPD face au SPD était surtout due à son incapacité

citée toujours plus grande. Les masses travailleuses d'Allemagne, après les expériences de 1921, 1923 et les années suivantes, ne croyaient pas le parti communiste et sa direction capables de remporter une victoire révolutionnaire. Si le KPD voulait arracher les masses petites-bourgeoises au fascisme, il fallait qu'il rallie le prolétariat à sa cause, qu'il le gagne politiquement.

Pour ce faire, il fallait regarder la réalité en face et apprendre à penser. Le raz de marée électoral des nazis était une défaite pour la classe ouvrière et une mise en garde. Trotsky et l'opposition de gauche internationale, qui se considéraient comme une fraction de l'Internationale communiste, insistaient qu'il fallait se débarrasser de la stupide doctrine du social-fascisme. La politique qu'ils avançaient était de resserrer les rangs de la majorité de la classe ouvrière, de former un front uni avec les ouvriers sociaux-démocrates ou sans parti face au danger fasciste. Trotsky exhortait le KPD à chercher à mobiliser les ouvriers et les chômeurs autour du mot d'ordre d'une large collaboration économique planifiée avec l'Union soviétique pour combattre le chômage et jeter les bases d'une réorganisation de l'économie allemande. Cela posait

directement pour les masses la nécessité de conquérir le pouvoir.

Mais le KPD persista dans son orientation de troisième période et s'enfonça dans l'erreur. Thälmann essaya de faire concurrence aux fascistes en adoptant leur slogan de "révolution populaire", ce qui effaçait la démarcation entre marxisme et fascisme et contribuait à réconcilier une partie des ouvriers et de la petite-bourgeoisie avec l'idéologie fasciste. Cette erreur fut chapeautée par une autre, ce qu'on appela le "référendum rouge". Le KPD s'était joint aux fascistes pour réclamer le renvoi d'un gouvernement de coalition entre les sociaux-démocrates et le parti du centre en Prusse, comme le réclamaient les nazis. A un moment où, étant donné le rapport de forces, cela ne pouvait que signifier que la coalition social-démocrate allait être remplacée par une autre coalition, entre Hitler et la droite allemande, le KPD, avec cette position, apparut aux yeux des masses comme aidant la réaction. Le référendum échoua, mais le fait que le KPD était prêt à faire bloc avec les fascistes dans ces circonstances concrètes montrait à quel point il ne comprenait pas que le fascisme est un pistolet sur la tempe des ouvriers.

Comme les camarades le savent, Hitler a pu prendre le pouvoir; il vainquit le prolétariat le plus puissant et le plus organisé du mouvement ouvrier européen, sans essayer un seul coup de feu. La responsabilité en incombe nettement à la social-démocratie et aux staliniens. Jusqu'à la fin, la social-démocratie joua le rôle de cheval de Troie parlementaire pour la réaction bourgeoise. Un des derniers gestes des sociaux-démocrates au Reichstag, alors que les nazis étaient au pouvoir et que Hitler était chancelier, fut de voter les crédits de guerre de Hitler. Aussitôt après, les nazis les envoyèrent en prison.

Trotsky et l'opposition de gauche

se battirent bec et ongles pour faire rompre le KPD et le Comintern avec leur cours suicidaire, cours qui empêchait toute possibilité de révolution prolétarienne et qui pavait la voie à la victoire du fascisme. La politique du KPD, inspirée par Staline et Cie, conduisit à la plus grande défaite prolétarienne de l'histoire. Il n'est pas nécessaire de réévaluer cette affirmation après 50 ans de guerres, de révolutions et de contre-révolutions. Nous serions dans un monde totalement différent si la situation en Allemagne s'était finalement soldée favorablement pour la classe ouvrière.

1933 -- IL FAUT UNE NOUVELLE INTERNATIONALE

Le stalinisme et la social-démocratie livrèrent les ouvriers allemands pieds et poings liés au billot des fascistes. Les organisations du prolétariat furent écrasées et détruites. Le Comintern défendait aveuglément la politique qui l'a conduit à cette débâcle en reprenant le mot de Thälmann: "Après Hitler, nous!" Le Comintern et le KPD avaient commis une trahison historique envers le prolétariat, mais ils défendaient encore après coup leurs actions devant les masses. C'est ce qui conduisit Trotsky à déclarer la Troisième Internationale politiquement banqueroutière et morte en tant que force révolutionnaire.

Avec la mort de la Troisième Internationale, Trotsky proclama qu'il fallait se battre pour créer une nouvelle internationale, la Quatrième Internationale. Ce combat, il le commença de son vivant. Mais il n'est pas fini. C'est la bannière qu'a reprise la tendance spartaciste internationale.

Il faut étudier les leçons de la révolution et de la contre-révolution en Allemagne de 1919 à 1933 beaucoup plus en détail que j'ai pu le faire dans cet exposé pourtant assez long. Elles sont encore aujourd'hui d'une actualité brûlante. Nous sommes toujours à l'époque de l'impérialisme et aujourd'hui, comme en 1923, la tâche cruciale reste à accomplir -- forger un parti révolutionnaire avec une direction capable de reconnaître une situation révolutionnaire et de réorienter rapidement le parti pour entreprendre la lutte pour le pouvoir. Temporiser au mauvais moment, même si ce n'est que quelques jours, peut faire manquer une opportunité révolutionnaire qui ne se reproduira pas avant une autre génération. Dans les circonstances actuelles, l'histoire pourrait bien ne pas nous donner une seconde chance.

Pour terminer, je voudrais faire deux remarques. Ceux qui luttent pour le pouvoir ne peuvent savoir d'avance comment un conflit social se résoudra, autrement il n'y aurait pas à se battre. Mais en tant que révolutionnaires marxistes, il est à la fois possible et nécessaire de faire des calculs et de se battre sur cette base. Je pense que le fait que nous ayons réussi à enlever le drapeau raciste des Confédérés [du Sud américain] montre à une très petite échelle que des questions de cette importance pour le prolétariat se résolvent par la lutte. En s'engageant dans ces batailles, on devient partie prenante de la solution, et non plus seulement observateur.

Et finalement, si Staline, Zinoviev et Kamenev avaient été aux commandes du Parti bolchévique en 1917, je peux vous assurer que pas mal de doctes professeurs bourgeois nous expliqueraient que ce qui s'est passé en Russie n'était pas une occasion révolutionnaire pour le prolétariat, mais seulement une révolution démocratique contre le tsarisme.

C'est très réconfortant d'avoir une section allemande de la tendance spartaciste internationale, la Trozistische Liga Deutschlands. C'est surtout elle qui doit s'atteler à ces questions et, à la lumière de l'expérience de la Révolution russe de 1917, parvenir à comprendre et appliquer les leçons apprises de l'étude de la lutte des classes en Allemagne. La question allemande a été et reste une des questions clés de la révolution prolétarienne du monde moderne. C'est peut-être le point tournant où se joue le sort de l'humanité.

-- Traduit de Young Spartacus n°125

Moyen-Orient ...

Suite de la page 1

Libye et maintenant c'est la Syrie" (Ibid.)

Il faut dire que, dès le début, le "complot Hindawi" ressemblait plutôt à un roman d'espionnage. Un terroriste palestinien, menant grande vie à Londres, séduit une Irlandaise jeune et naïve. L'ayant mise enceinte, il lui donne une valise contenant une bombe devant exploser au-dessus des Alpes. A la suite de quoi, il se précipite à l'ambassade syrienne pour rencontrer l'ambassadeur et être emmené dans une planque.

Craignant que les Syriens le liquident, il s'enfuit et se terre dans un hôtel, où, comme par hasard, il est arrêté par Scotland Yard, qui l'avait pris en filature depuis presque deux mois. Entre-temps, son frère est impliqué par la police ouest-berlinoise dans un attentat en mars. (Elle essaiera également de l'impliquer dans l'attentat contre la discothèque "La Belle" -- prétexte pour le raid US d'avril contre la Libye.) Et ainsi de suite. Le gouvernement grec a très justement comparé cette campagne de désinformation à celle déclenchée autour du KAL 007. Il est maintenant certain que cet avion sud-coréen abattu au-dessus des installations militaires soviétiques était en mission d'espionnage.

Chirac avait, bien sûr, ses propres raisons pour rejeter la campagne antisyrienne. Mais là où le bât blesse pour la bourgeoisie française, c'est que son premier ministre a démasqué la véritable nature de sa propre campagne "antiterroriste". Nous l'avons dit: l'"antiterrorisme" n'est que le mot de code pour l'antisoviétisme en Méditerranée. La "piste arabe", dont les suspects changent au rythme des manœuvres de l'impérialisme français dans la région, sert de couverture à des préparatifs militaires contre les Etats arabes clients de l'URSS et à des mesures policières racistes et anticommunistes visant à mettre au pas la population.

"Rien n'est plus facile que de fabriquer ce genre de preuve", déclare cyniquement Chirac. *Mais tout cela ne fait qu'arracher les derniers vestiges de crédibilité de la "piste Abdallah", qui repose sur des "preuves" encore plus minces que celles des Britanniques!* Et cela montre combien Chirac-Pasqua ont fait marche arrière dans leurs accusations contre la Syrie. Le but est devenu limpide: détacher, de gré ou de force, la Syrie de l'orbite soviétique. Et Chirac, à l'instar de Reagan et autres Thatcher, se réserve le droit de décider arbitrairement qui est ou n'est pas "terroriste".

Quant aux attentats criminels qui ont frappé Paris, qui ont bouleversé la population, Chirac nous informe que "ce n'est que de la petite bière" (*le Monde*, 11 novembre). Ce qui compte, c'est la défense des "Etats modérés du monde arabe" (*Ibid.*) En réalité, nous assistons à de nouvelles tentatives de renouer des alliances antisoviétiques dans le Proche-Orient derrière les tractations sur les otages et le "terrorisme".

Aujourd'hui, Chirac proclame que la Syrie est "le point de passage obligé de toute solution à la crise libanaise" (*Ibid.*) Paris ne se résigne pas à abandonner sa tête de pont maronite dans son ancienne colonie. Les Français tablent sur les divergences syro-iraniennes (le soutien de Khomeiny aux hezbollahs chiïtes du Sud-Liban gêne les projets d'Assad) pour au moins arriver à un accord temporaire avec les Syriens en faveur des maronites, contre les druzes, les chiïtes ou les Palestiniens. Il faut se rappeler qu'en 1976 Assad avait rendu de précieux services aux impérialistes en allant au secours des cléricaux-fascistes maronites de la Phalange mis en difficulté par les milices confessionnelles musulmanes et les forces palestiniennes. Il a été ainsi responsable pour le massacre des Palestiniens au camp de Tell-el-Zaatar. Bien sûr, Assad a saboté les tentatives franco-américaines d'installer une mafia maronite comme maître incontesté du Liban après l'invasion sioniste de 1982. Mais aujourd'hui, il faut de nouveau réqui-

librer le rapport de force confessionnel.

Un personnage sinistre, qui en dit long sur les projets de l'impérialisme français au Liban, est Elie Hobeika, l'ancien chef des Forces libanaises, les milices maronites. Dans le cadre de l'accord franco-syrien, nous dit-on, Hobeika aurait reçu le "contrat" de liquider le "clan Abdallah" si les attentats reprenaient. Hobeika s'est rendu en effet à Paris début octobre. Aujourd'hui, appuyé par les Syriens contre ses rivaux maronites, ce tueur est explicitement identifié par la presse américaine comme l'homme de liaison de la CIA au sein de la Phalange; il est sans doute bien connu des services français aussi. Après que les paras de Mitterrand eurent désarmé les combattants palestiniens à Beyrouth en 1982, c'est Hobeika qui a organisé, au compte des sionistes, le massacre maronite des Palestiniens dans les camps de Chatila et Sabra. Quels nouveaux massacres de Palestiniens (ou d'autres) prépare aujourd'hui le boucher de Chatila et Sabra, cet intermédiaire entre les impérialistes et le régime de Damas?

Les ambitions de l'impérialisme français ne s'arrêtent pas là. Il y a trois ans, au plus bas des relations entre Paris et Damas, nous avons écrit: *"Les Russes veulent noyer les Syriens sous un flot de matériel militaire? Mais, Moscou ne peut pas plus contrôler le Proche-Orient à travers la Syrie que Washington à travers Israël. Et ce sont les Français qui, contrairement à l'opposition bourgeoise américaine à Reagan, veulent rester pour longtemps au Liban; ils se rappellent bien comment Sadate a enterré l'alliance de l'Egypte avec les Soviétiques il y a une dizaine d'années" (le Bolchévik n°43, décembre 1983).*

Aujourd'hui, les diplomates français répètent inlassablement qu'il ne faut pas pousser les Syriens dans les bras de Moscou. L'impérialisme français rêve même de remplacer l'URSS en Syrie. *Le Monde* (7 novembre) se permet d'espérer que le raid meurtrier US contre la Libye a donné à réfléchir à Assad: "Le faible soutien soviétique à la Libye lors du bombardement de Tripoli n'est pas passé inaperçu, comme la mauvaise prestation des Sam-5 (dont sont aussi équipées les forces syriennes) face à l'aviation américaine."

Si Paris semble hésiter sur la vente d'armes à Damas, il a bien vendu des centaines de milliers de tonnes de céréales à la Syrie à des prix inférieurs aux prix officiels (grâce aux subventions de la CEE auxquelles participe... la Grande-Bretagne!) De plus, "la RFA serait disposée à accorder un prêt de 650 millions de dollars à la Syrie, la participation hollandaise serait de 200 millions de dollars et la France, quant à elle, n'aurait pas arrêté de chiffre mais les promesses faites avoisineraient le milliard de dollars" (*Libération*, 23 octobre).

On peut cependant douter que la France ait les moyens de cette politique ambitieuse qui consiste à acheter aux Syriens un retournement d'alliance en faveur de l'Occident. Cela explique l'hostilité américaine à ce projet, sans parler du fait que Reagan ne pardonne pas à Assad d'avoir torpillé les débuts d'une "Pax Americana" au Proche-Orient en 1982.

ET LE TCHAD?

Si Assad est promu "homme d'Etat", Kadhafi reste l'homme à abattre, et pour l'impérialisme français et pour l'impérialisme US. Chirac explique sa stratégie: il faut laisser la crise économique et les dissensions dans son armée "déstabiliser" Kadhafi. *"Les Américains, avec leur raid grotesque, ont simplement retardé la déstabilisation du régime de Kadhafi [...] Si au moins leur attaque aérienne l'avait tué [...]!" (Libération, 11 novembre).* On voit là que c'est une simple question d'opportunité. Après tout, la France est déjà en guerre contre la Libye au Tchad.

Quand le régime tchadien de Hissène Habré appelle à la reconquête du nord du pays (poussé en avant, sans doute, par les Etats-Unis), Chirac

reste prudent: est-ce que la défection de Goukouni Oueddeï (qui a visiblement réintégré le giron français) a suffisamment affaibli le GUNT et ses alliés libyens? Si oui, cela permettrait une offensive antilibyenne de la part de Hissène Habré sans que l'impérialisme français soit obligé d'engager ses forces expéditionnaires, se contentant d'un soutien "logistique".

De toute façon, les propos sibyllins de Mitterrand à la veille du sommet de Lomé laissent la porte ouverte à pas mal de choses: "[...] il y aura indiscutablement un soutien de la France pour permettre au Tchad de disposer des moyens de reconquérir son intégrité" (*Libération*, 15-16

pas la pareille en Afrique, où ils essaient de se tailler une place au Tchad. Il refuse d'abandonner ses approches envers la Syrie en faisant remarquer que les USA arment l'Iran, un pays que Reagan avait auparavant dénoncé comme "terroriste".

Les risibles efforts de Reagan pour négocier avec les mollahs iraniens ne doivent pas cacher le fait que l'impérialisme US est conscient que le régime de Téhéran, en dépit de son antiaméricanisme, reste un régime bourgeois qui -- comme les mollahs afghans -- peut réintégrer le camp impérialiste contre les "athées rouges". *"Conscients de l'importance stratégique de l'Iran, les Etats-Unis n'ont*

En haut à gauche, Elie Hobeika. Quels nouveaux massacres prépare le boucher de Chatila et Sabra, embauché aujourd'hui par Mitterrand-Chirac?



novembre). La presse aux ordres ne laisse que peu de choses filtrer du Tchad; il n'est question, nous dit-on, que de combats des dissidents du GUNT contre les Libyens, d'"atrocités libyennes", etc. Mais le 5 novembre, Aurillac, le ministre de la "Coopération", avait annoncé à N'Djamena un renforcement du dispositif militaire français, déclaration aussitôt -- nous en avons l'habitude -- démentie par l'armée.

La politique étrangère française est brouillée par une série de divergences superposées: Mitterrand/Chirac, RPR/UDF, proreaganiens/antireaganiens. Mais on assiste à toute une série d'aventures de l'impérialisme français, couvertes par le consensus "antiterroriste" et antisoviétique. Hier, les "Turange" ont assassiné un pacifiste de Greenpeace en "défense" de la force de frappe (action commanditée par Mitterrand) et ils ont été élevés au rang de héros nationaux. Aujourd'hui, on voit un acte de piraterie commis par la marine française, qui a coulé un navire australien, le *Southern Raider*, dans l'océan Indien en prétendant qu'il transportait des armes pour les indépendantistes kanaks; on voit l'envoi des paras au Togo contrer une "invasion" plus que mystérieuse, etc.

Les directions réformistes de la classe ouvrière sont soit directement complices de ces aventures, soit alignées derrière une fraction bourgeoise ou une autre. Le PCF est maintenant suspendu aux lèvres de Chirac, acclamant son "indépendance" vis-à-vis de Reagan. Ces sociaux-patriotes ne peuvent qu'approuver les tractations avec la Syrie parce qu'ils sont partisans de la présence des troupes impérialistes françaises au Liban! Et quand Chirac et Cie expliquent que le terrorisme est le prix à payer pour la politique française au Proche-Orient, l'"extrême gauche", quant à elle, argumente simplement que ce prix est trop élevé.

Les marchandages actuellement en cours au Proche-Orient ne préparent que de nouveaux massacres, de nouvelles attaques contre l'URSS, par pays interposés, que ce soit le Liban ou le Tchad. Comme toujours, la diplomatie impérialiste se déroule dans le secret, présentant aux peuples le fait accompli.

LES IMPERIALISTES PAR EUX-MEMES

Chirac a dû expliquer au *Washington Times* que la France soutient Washington en Amérique centrale parce que "cette région était d'un intérêt vital pour les Etats-Unis" (*le Monde*, 11 novembre), mais il s'est plaint que les Américains ne lui rendent

jamais cherché, depuis l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan à détruire complètement le potentiel militaire iranien. Les déclarations de plusieurs responsables américains s'inquiétant du "danger que représenterait un démembrement de l'Iran" sont à cet égard significatives. Le processus d'"institutionnalisation" de la République islamique et la perspective de la mort de Khomeiny, ont fait le reste, incitant les Américains à donner des gages de leur bonne volonté à l'Iran. Y compris par des livraisons de matériel militaire" (*Libération*, 10 novembre).

Mais il n'est pas facile de cimenter un axe antisoviétique comprenant Jérusalem, Téhéran -- et les régimes arabes, dont la plupart ont été rendus furieux par la livraison d'armes à l'Iran. Il n'y a que le partenaire privilégié des USA dans la région, Israël, qui maintienne des liens avec l'Iran, sous Khomeiny comme auparavant sous le chah, suivant le principe que l'ennemi de son ennemi est son ami. Quant à la France, bien que Chirac se permette de brandir la menace du fondamentalisme islamique, il semble qu'elle aussi ait livré des armes à l'Iran, mais plus discrètement. Et pour cause: elle est un allié ouvert de l'Irak.

De toute évidence, Chirac croyait que cette interview "officielle" servirait de base pour un article exprimant son point de vue de façon générale, pendant que les morceaux les plus croustillants seraient communiqués directement à la Maison Blanche. Mais le rédacteur du *Washington Times* poursuivait ses propres buts, en particulier se venger du refus français de permettre aux avions américains en route pour le raid contre la Libye le survol du territoire. Ainsi, pour une fois, nous avons appris comment les impérialistes parlent entre eux.

Les alliés occidentaux sont toujours unis sur les "principes de base", à savoir "refouler le communisme" et, plus tard, reconquérir au capitalisme les Etats ouvriers dégénérés et déformés du bloc soviétique. Mais nous voyons ici au grand jour les contradictions interimpérialistes. Les Etats-Unis cherchent désespérément à récupérer leur hégémonie après la défaite cinglante que leur ont infligée les ouvriers et paysans vietnamiens il y a environ dix ans, pendant que la France, qui n'oublie ni Dien Bien Phu ni la bataille d'Alger, cherche à reconstruire sa sphère d'influence au Proche-Orient.

Contre les machinations impérialistes et la course à la guerre antisoviétique, le prolétariat doit faire siennes la devise de Karl Liebknecht et les traditions de l'internationalisme prolétarien: "L'ennemi principal est dans notre propre pays!" ■

Haïti ...

Suite de la page 16.

privée des Duvalier) et réclamé le "déchoquement" (extirpation) des duvaliéristes, y compris du nouveau gouvernement. Les vagues promesses démagogiques du CNG ont alors fait place à la poudre et aux balles. Après un mois de CNG au pouvoir, le 19 mars, les Léopards -- un corps d'élite de l'armée entraîné par les USA à la lutte antiguérilla -- tiraient à Martissant, un faubourg au sud de la capitale Port-au-Prince, sur une manifestation en soutien à une grève des chauffeurs des transports publics. Cinq morts, plus de 20 blessés. Le 24 avril, c'est la police cette fois qui tuait trois ouvrières en grève à Chancerelles. Deux jours seulement après, devant l'ancienne prison politique de Fort-Dimanche, à Port-au-Prince, l'armée ouvrait le feu sur la manifestation commémorant le carnage duvaliériste du 26 avril 1963. Huit morts, une cinquantaine de blessés...

Comme dans un passé trop récent, les "disparitions" ont repris, comme celle de Charlot Jacquelin, moniteur d'alphabetisation à Port-au-Prince, arrêté le 19 septembre. Fait tout aussi sinistre, les macoutes sont en train de reprendre du service. Le CNG avait facilité la fuite des plus notoires; quand il en "arrêtaient", c'était plutôt pour les protéger de la colère de leurs victimes. Pour un Désyr, le chef de la police politique de Duvalier dont la junte a offert aux masses la condamnation à mort -- soupape de sécurité -- comme gage de sa bonne volonté "démocratique", combien de Ti Boulé, "Madame Max" et autres macoutes courent toujours! Elle vient même d'en libérer deux des plus couverts de sang et des plus haïs, Romain, membre fondateur des macoutes, et Valmé, chef de la police politique.

La junte bonapartiste accroît la répression face à la mobilisation des masses; mais loin de les mater, chaque mesure du CNG contre les masses provoque leur riposte, renforce leur détermination d'en finir avec le CNG. Les premières manifestations politiques après la chute de Duvalier avaient pu tant bien que mal être limitées par les partis de l'"opposition" au "déchoquement" individuel de membres du CNG qui sont des duvaliéristes trop voyants.

Désormais, partout dans le pays, et jusque dans les sections rurales les plus reculées, c'est le "déchoquement" de tout le CNG qui est réclamé. Le discrédit dans lequel a sombré le gouvernement se reflète dans la déroute des élections du 19 octobre (moins de 5% de votants!) à l'"assemblée constituante" -- une caricature d'assemblée constituante: un tiers de ses membres est désigné par le CNG et elle peut seulement amender le projet de constitution élaboré par un comité de "sages" nommés par le CNG.

Une situation aussi explosive ne peut durer bien longtemps. Les masses ne veulent plus vivre comme avant; les classes dirigeantes ne peuvent plus gouverner comme avant. Soit la classe ouvrière prend la tête de

la paysannerie et de tous les opprimés pour instaurer un gouvernement ouvrier et paysan. Soit l'armée restaurera l'"ordre" capitaliste en noyant dans le sang la révolte. Quand, le 29 juillet l'armée quadrilla tout le pays, mettant Port-au-Prince en état de siège, ce n'était pas seulement pour intimider la population et empêcher une prétendue tentative de "démacoutisation radicale du pays". C'était aussi une répétition générale d'un coup d'Etat.

Sur les murs -- comme le relevait *Haïti Progrès* (10-16 septembre) sur ceux des édifices publics d'Aquin -- on peut commencer à lire des mots d'ordre tels que "Aba Ameriken, KNGP, nou vle yon gouvènman revolisyonè, viv kominis!" [A bas les Américains, le CNG, nous voulons un gouvernement révolutionnaire, vive le communisme!] Mais le CNG a gardé intacte cette loi duvaliériste de 1969 qui légalise l'assassinat de tout citoyen soupçonné de sympathie communiste.

Pour écraser les masses, l'armée aura besoin de ces terroristes anti-communistes particulièrement expérimentés que sont les macoutes. Les chefs de gang macoutes, avec la bénédiction du CNG, viennent d'annoncer publiquement le 30 octobre, qu'ils se sont dotés de leur propre "parti". Et comme vient de le révéler le Parti démocrate chrétien haïtien (PDCH), "les forces armées d'Haïti redonnent cartes et armes aux anciens miliciens communément appelés macoutes" (*Haïti Progrès*, 29 octobre-4 novembre).

LES MASSES HAITIENNES DOIVENT LUTTER POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Dès le renversement de Duvalier, quand les politiciens "antiduvaliéristes" se contentaient de crier "A bas Duvalier" et se retrouvaient même derrière le CNG et Reagan, nous avons averti: "Ouvriers haïtiens, prenez garde aux coups d'Etat 'made in USA'" et, nous ajoutons: "Il faut des tribunaux populaires pour soumettre à la justice révolutionnaire les assassins du régime de Duvalier. C'est une revendication urgente. De même, il faut une assemblée constituante révolutionnaire pour chasser la junte et extirper les racines de la dictature qui a opprimé les masses haïtiennes durant des dizaines d'années. Mais il n'y aura pas de démocratie pour les travailleurs sans révolution ouvrière [...]" (*Le Bolchévik* n°61, mars).

Ces assassins relèvent aujourd'hui la tête et recommencent à frapper. C'est une question de vie ou de mort que dès maintenant les travailleurs et les opprimés s'organisent non seulement contre les macoutes, mais aussi contre les flics et l'armée, dans des milices d'autodéfense armées pour protéger les manifestations, les réunions, les quartiers, les grèves, les occupations de terre, les locaux d'organisation.

A BAS LA COLLABORATION DE CLASSE!

Mais, par peur d'une mobilisation révolutionnaire et pour gage de loyauté à l'égard de Washington, les partis de l'"opposition" ont désarmé la vigilance des masses. Le CFLD -- qui regroupe le très anticommuniste PDCH, l'organisation de Serge Gilles (lié à l'Internationale socialiste qui est venue en mai apporter son soutien au CNG "démocratique"), la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), le KID (Comité d'unité démocratique, actif dans les mobilisations) et de très nombreuses autres organisations -- déclarait encore le 15 juillet "faire appel aux sentiments de patriotisme et de nationalisme des membres du Conseil national de gouvernement" (*Haïti libérée*, 22 juillet). Le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH) expliquait, même après le massacre de Fort-Dimanche perpétré par le CNG, que le gouvernement "réagit aux pressions des mouvements populaires et est amené à faire des concessions. Il est juste de parler d'apprentissage de la démocratie; cela est également valable pour le CNG lui-même" (*Le Monde*, 15 mai). Et le PUCH désa-

vouera même la grève générale appelée contre le CNG pour le 12 juin par la CATH.

Toujours au nom de la soi-disant nécessaire "étape démocratique" devant rassembler depuis les ouvriers jusqu'à la bourgeoisie "patriote", le PUCH se retrouve aujourd'hui avec toute l'"opposition" derrière la "Résolution politique du 24 septembre pour le sauvetage national". Cette "résolution" demande respectueusement au CNG de "démissionner" et appelle à "un nouveau gouvernement provisoire révolutionnaire civilo-militaire" composé de trois membres: Gérard Gourgue, l'ex-colonel Octave Cayard et "un militaire patriote des plus hauts gradés à désigner" (*Haïti-Observateur*, 3-10 octobre). Appeler à la confiance dans cette armée qui a soutenu les Duvalier, qui a été mise en place et entraînée par les USA, qui couvre les macoutes avec lesquels elle est inextricablement liée, qui tire sur les manifestations

Haïti est la preuve criante qui montre à quel point la bourgeoisie nationale dans ces pays est incapable de réaliser les tâches démocratiques et de libération nationale. Depuis la fin de l'occupation militaire US (qui dura 19 ans!), Haïti a toujours été soumis -- exception faite des brefs intermèdes de 1946 et 1956 -- à des dictateurs appuyés par les USA. Et il est un des pays les plus pauvres du monde -- après avoir été la "perle des Antilles". Les puissances capitalistes lui ont chèrement fait payer l'indépendance politique qu'il a arrachée en 1804 contre les Anglais, les Espagnols et surtout les Français. Haïti a été livré au pillage économique, quand ce n'est pas, de la part de la France, au rançonnement pur et simple. Aujourd'hui, Haïti, pays agricole, en est réduit à importer une partie de sa propre nourriture. Officiellement, les deux tiers de sa population sont au chômage et, selon l'ONU, vivent en-dessous du seuil de pauvreté

Ricki Rosen/Sipa



La junte du 7 février. Namphy (au centre), son président. Gourgue (à droite), la caution démocratique de ce gouvernement "made in USA".

et qui se prépare à un coup d'Etat, est un crime contre les exploités et opprimés d'Haïti! Pour couverture démocratique, l'"opposition" n'a pu trouver mieux que Cayard et Gourgue, deux individus déjà pas mal compromis -- des candidats acceptables pour l'armée et Washington (et moins grillés que certains "hommes des Américains" comme Bazin), comme en témoigne leur invitation en août à la conférence de Porto-Rico tenue sous le patronage d'une officine liée au NED de Reagan qui pourvoie en dollars des fascistes, le syndicat anticommuniste FO ou Solidarnosc. Cayard est un ancien duvaliériste. Quant à Gourgue, ex-professeur particulier de Duvalier, il a déjà servi, en tant que ministre de la Justice, de caution démocratique à la junte mise en place par Reagan et Duvalier. Si jamais ces duvaliéristes plus ou moins repentis ou autres "patriotes" d'un quelconque "gouvernement populaire" arrivent au pouvoir, et s'ils ne veulent pas être renversés par un coup d'Etat, ils ne seront que les paravents pour un bain de sang. Même les pires compromissions, soi-disant pour amadouer l'armée et ses maîtres capitalistes et impérialistes, n'ont jamais arrêté leur bras criminel. La collaboration de classe fait que démobiliser les masses et laisser la voie libre aux coups d'Etat réactionnaires.

C'est précisément ce programme menchevique-stalinien de "révolution par étapes" du PUCH et de la gauche haïtienne qui a pavé le chemin à la dictature des Duvalier. Lors du soulèvement révolutionnaire de 1946, les stalinien se sont ralliés au "démocratique" Dumarsais Estimé -- appuyé alors aussi par l'armée. Il se retourna contre les travailleurs et finit par être lui-même victime du coup d'Etat militaire du général Magloire. Et la période d'instabilité ouverte par 1946 ne trouva son épilogue que dans la prise du pouvoir par Duvalier en 1957.

A l'époque impérialiste, il n'y a aucune place dans les pays arriérés pour un capitalisme national indépendant, aucune possibilité d'une démocratie bourgeoise un tant soit peu stable.

absolu. 80 à 90% de cette population est analphabète. Une des sources de revenus d'Haïti est le trafic de sang, d'organes et de cadavres humains.

POUR UN PARTI TROTSKYSTE A HAITI!

Le parti révolutionnaire à Haïti doit se construire sur le programme trotskyste de la révolution permanente. Seule la dictature du prolétariat, prenant la tête de la nation opprimée et avant tout de ses masses paysannes qui sont l'écrasante majorité, peut résoudre les tâches de libération nationale et les tâches démocratiques urgentes -- liberté de réunion, d'organisation, de presse, de retour au pays, etc. Et seul le prolétariat peut apporter aux travailleurs agricoles et aux paysans pauvres la révolution agraire: remettre la terre à ceux qui la travaillent, encourager la collectivisation des terres et expropriation des grandes exploitations sucrières américaines. Mais il ne pourra gagner la paysannerie que s'il combat implacablement la bourgeoisie, y compris "patriote". Il y a depuis février un foisonnement d'organisations qui se sont créées -- syndicats, comités de quartier, organisations de femmes, de jeunes, de paysans, d'étudiants, etc. Le pouvoir et l'"opposition" ont cherché à les cantonner dans des travaux d'utilité publique. Mais ce sont les masses ont besoin, ce sont d'organisations de double pouvoir -- des soviets.

Des tribunaux populaires, comités d'usine, milices d'autodéfense, comités paysans et autres organisations de masse pourraient constituer la base d'un gouvernement ouvrier et paysan, expropriant les trusts impérialistes et les capitalistes locaux, qui sont leurs complices et agents.

Cuba, l'île immédiatement voisine d'Haïti, montre que seul un Etat ouvrier, bien que sous la coupe d'une caste bureaucratique qui usurpe le pouvoir politique au prolétariat, et justement parce qu'il a exproprié la bourgeoisie, peut rompre avec la dépendance impérialiste, vaincre le chômage, la faim, la misère et

Suite page 15

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international

NOM: _____

TEL: _____

ADRESSE: _____

Le Bolchévik : B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Pretoria ...

Suite de la page 16

l'apartheid afin de réformer le système de la suprématie blanche.

La véritable solidarité prolétarienne et internationaliste avec la lutte des masses sud-africaines -- par exemple un boycott des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud organisé par la CGT à Dassault ou par les dockers -- nécessite de combattre l'offensive antiouvrière et anti-immigrés menée par les impérialistes en préparation à la guerre antisoviétique. Mais les sociaux-patriotes ne cherchent en réalité qu'à redonner une feuille de vigne "démocratique" à Mitterrand-Chirac aux dépens de Botha, au moment même où le gouvernement maintient la France dans un quasi-état de siège raciste et anticommuniste au nom de la lutte "antiterroriste".

L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PROPRE PAYS!

La manifestation du PCF et de la CGT n'avait pas commencé que nos vendeurs du *Bolchévik* étaient attaqués par une demi-douzaine de gros bras, au moins un porteur du badge CGT, qui leur arrachèrent leurs journaux et leur projetèrent au visage du gaz lacrymogène. Ces méthodes de gangsters avaient pour but de "protéger" (lire censurer) les manifestants, dont beaucoup de jeunes, d'une analyse tranchante sur la collaboration de classe menée par la direction du PCF. Beaucoup de militants du PCF connaissent le *Bolchévik* comme "le journal trotskyste qui défend l'URSS", et dans les manifestations anti-Botha de Rouen et Lyon nos vendeurs ont pu en effet discuter avec des militants.

Parce que Botha est venu visiter Longueval, l'*Humanité* du 3 novembre s'est déchaînée: "La date choisie -- le 11 novembre -- est injurieuse pour nos anciens combattants des deux guerres; ils étaient animés des aspirations que le régime de M. Botha foule aux pieds." Cette polémique patriote est surtout in-

jurieuse pour les poilus mutins, fusillés en 1917 parce qu'ils refusaient la boucherie impérialiste et pour les Algériens massacrés en 1945 à Sétif par les colonialistes parce qu'ils croyaient dans les promesses des impérialistes "démocratiques".

L'idée de sanctions impérialistes contre Pretoria permet de distiller, sous couvert d'"internationalisme", le poison chauvin du "Produisons français". Dans ce cadre, la fermeture d'une filiale de Renault en Afrique du Sud arrange bien la direction protectionniste de la CGT. Les trusts "se retirent" par prudence en laissant de nouvelles filiales prendre le risque à leur tour. Quand General Motors s'est décidé à "désinvestir" d'Afrique du Sud, 2000 ouvriers ont occupé les deux usines à Port-Elizabeth le 29 octobre. Le premier effet de l'application de cette sanction impérialiste, c'est que les ouvriers noirs sont en effet obligés de lutter pour préserver leur emploi.

Evidemment, en donnant à l'impérialisme français un rôle progressiste, le PCF ne souffle mot ni des troupes françaises en Afrique, ni des victimes du colonialisme français aux Antilles ou en Nouvelle-Calédonie. En gestionnaire "responsable" du néo-colonialisme français, le PCF suggère même que la visite de Botha pouvait indisposer les clients africains de la France rassemblés à la conférence de Lomé.

LES TROUPES CUBAINES DEFENDENT L'ANGOLA

Le PCF applaudit à la "pression" que le Congrès américain exerce sur Reagan pour qu'il prenne des sanctions. Mais rien n'a démontré de façon plus explicite les véritables intentions du Congrès que son vote du 17 septembre approuvant le financement "clandestin" par la CIA de l'UNITA de Jonas Savimbi. Ces *contras* de Pretoria sont soutenus par 20000 soldats sud-africains dotés d'un armement puissant et postés sur la frontière angolaise. En même temps que les fréquentes invasions venues de Pretoria, l'UNITA a pu faire d'horribles ravages dans le sud de l'Angola. Des milliers de civils innocents ont été kidnappés

et assassinés et la destruction des récoltes est cause d'une famine étendue.

Ce qui a empêché le régime suprémaciste blanc de transformer l'Angola en une nouvelle colonie de Pretoria (comme la Namibie, au sud), c'est la présence sur place de 30000 soldats cubains soutenus par l'URSS. Les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud et le salaire que verse la CIA aux tueurs *contras* de Pretoria en Angola font partie de la même politique: défendre en le "réformant" le système qui opprime les masses noires et poursuivre les préparatifs de guerre contre l'Union soviétique.

Savimbi a cherché à renforcer le soutien des impérialistes occidentaux à l'impérialisme sud-africain dans sa guerre contre l'Etat noir angolais et les troupes cubaines qui le protègent -- une guerre par procuration contre l'URSS. C'est de cet enjeu que le PCF voulait éviter de parler.

Mais le PCF n'est pas le seul. La presse de la LCR a gardé un silence complet sur la visite de Savimbi. Il est bien embarrassant, en effet, que Savimbi et son UNITA, comme les bandits purs et simples de la "Résistance nationale du Mozambique" (RNM) également à la solde de Pretoria, comme les *contras* nicaraguayens, ou comme les *mollahs réactionnaires afghans qui combattent l'Armée rouge et que soutient la LCR*, emploient tous les mêmes méthodes terroristes et soient même liés par leur appartenance à la Ligue anticommuniste mondiale financée par l'impérialisme US! Une chose est sûre: la LCR n'allait pas manifester aux côtés du PS le 6 novembre en saluant les troupes cubaines qui se battent en première ligne contre l'impérialisme sud-africain!

Ni le PCF, ni ces pseudo-trotskyistes n'étaient capables de dire la simple vérité: la présence même de Botha (qui est plus ou moins un paria international en ce moment) en France, comme celle de Savimbi, exprime le fait que l'Afrique du Sud, avec son régime "deshonorant" ou pas, reste un allié sûr contre l'ennemi principal des impérialistes, l'URSS. Dans son discours du 22 juillet, Reagan a déclaré que l'hostilité entre l'Afrique du Sud et les Etats noirs voisins de la "ligne de front" ne pouvait que profiter au bloc soviétique en mettant en danger les routes maritimes et les minéraux stratégiques pour les impérialistes.

C'en est ainsi depuis une décennie, depuis qu'à l'issue d'une longue et sanglante lutte de libération nationale les colonialistes portugais ont été obligés de quitter l'Angola et le Mozambique. A ce moment-là, en 1975, l'impérialisme US venait de subir une défaite cinglante en Indochine, l'empêchant de remplacer les Portugais comme il l'avait fait pour les Français au Vietnam. Mais la CIA a appuyé l'intervention sud-africaine, à laquelle se sont joints l'UNITA de Savimbi et le FNLA de Holden Roberto. D'une guerre civile, le conflit angolais est devenu une confrontation entre les impérialistes et l'URSS quand les Cubains sont intervenus pour repousser les colonnes de chars sud-africains qui s'avançaient sur Luanda, la capitale de l'Angola.

L'existence même des régimes angolais et mozambicain, issus d'une lutte anticolonialiste, représente un défi à l'esclavage de l'apartheid. Et les nouvelles attaques de l'Afrique du Sud et de ses fantoches préparent le terrain à une tentative du régime de l'apartheid de noyer dans le sang

la puissante révolte de la classe ouvrière noire sud-africaine.

Aujourd'hui, Pretoria cherche une victoire facile contre un Mozambique affaibli. La "RNM" a envahi avec 10000 hommes le nord du Mozambique à partir de ses bases au Malawi. Sans doute, les patrons de la "RNM" comptaient profiter de la mort de Samora Machel, le président du Mozambique, qui a été tué le 19 octobre dans l'accident de son avion qui s'est écrasé en territoire sud-africain. Cet "accident" suspect est survenu après des menaces répétées qu'a proférées Pretoria contre le Mozambique, y compris celle de renvoyer les 60000 travailleurs mozambicains qui subissent l'enfer des mines sud-africaines (un coup dévastateur contre l'économie de ce pays appauvri, qui dépend de l'argent envoyé par ces ouvriers). Le pilote soviétique de l'avion de Machel déclara de son lit d'hôpital que l'avion avait été abattu, et l'URSS accusa Pretoria d'avoir provoqué l'accident d'avion en utilisant un puissant émetteur pour tromper l'équipage soviétique.

En dépit du "pacte de non-agression" signé entre l'Afrique du Sud et Machel en 1984 (et qui a impliqué l'expulsion du Mozambique de centaines de militants de l'African National Congress) et en dépit des accords avec l'Angola pour des patrouilles conjointes angolaises-sud-africaines afin d'empêcher les guérilleros de la SWAPO de rentrer dans leur propre pays, la Namibie, pour lutter pour l'indépendance de cette colonie sud-africaine, Pretoria a repris son offensive contre les Etats noirs indépendants voisins -- des raids aériens meurtriers, directement inspirés par le raid US contre la Libye en avril dernier, et la nouvelle incursion de la "RNM".

Ce sont les travailleurs noirs, métis et indiens d'Afrique du Sud -- auxquels est indispensable leur parti bolchévique forgé dans la lutte politique contre le nationalisme petit-bourgeois et incluant aussi les révolutionnaires blancs -- qui pourront balayer l'Etat de la terreur de l'apartheid et libérer toute l'Afrique noire du joug néo-colonial et de l'exploitation impérialiste.

La puissance actuelle de cette classe ouvrière en lutte contre l'apartheid est due en partie à la défaite infligée à l'armée sud-africaine en Angola par les héroïques soldats cubains -- le retrait de l'armée sud-africaine en 1976 a servi d'étincelle à la révolte de Soweto six mois plus tard. Mais ce qui a empêché l'impérialisme US d'intervenir directement en Angola, c'est aussi la révolution vietnamienne et la puissance militaire de l'URSS qui constitue un obstacle aux ambitions de domination mondiale de l'impérialisme US, en dépit du programme de collaboration de classe de "coexistence pacifique" qui est celui des bureaucrates du Kremlin. Les impérialistes visent à écraser cet obstacle par la guerre thermonucléaire, car il n'y aura jamais de "coexistence pacifique" entre le capitalisme et la révolution sociale, malgré la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique. C'est à travers Luanda, comme aussi Managua, que Moscou et Leningrad sont visés.

Nous, trotskystes, saluons les troupes cubaines qui se battent contre l'armée de Botha. Indépendance immédiate et inconditionnelle de la Namibie! Ecrasez l'apartheid -- La révolution ouvrière en Afrique du Sud sera le bastion de la libération de toute l'Afrique noire! Troupes françaises hors d'Afrique! Défense militaire inconditionnelle de l'URSS! ■

Haïti ...

Suite de la page 14

l'analphabétisme. Mais l'Etat ouvrier déformé cubain, isolé, sous la menace permanente d'une nouvelle baie des Cochons, montre aussi à quel point le "socialisme dans une seule île" est une utopie nationaliste. Et qui plus est dans une demi-île comme Haïti, dans une région économiquement et militairement stratégique aux portes mêmes de la citadelle impérialiste.

Symboliquement, au moment même où les manifestations anti-CNG du 7 novembre étaient brutalement réprimées, un avion américain C-141 débarquait à Haïti plusieurs tonnes de matériel militaire. Engagé dans une campagne de guerre antisoviétique pour "refouler le communisme" partout dans le monde, depuis le Nicaragua et Cuba jusqu'à l'URSS, Reagan ne peut tolérer une explosion révolutionnaire à Haïti qui risquerait d'embraser toute la région. Et pour cette année, le Congrès américain a décidé jusqu'à 4 millions de dollars d'aide militaire à Haïti. Même la France de Mitterrand-Chirac, impérialisme en second à Haïti et qui affiche ses prétentions rapaces dans la région (où elle s'accroche aux Antilles et à la Guyane), est venue proposer son aide contre-révolutionnaire à la junte, comme elle le faisait d'ailleurs du temps de Duvalier: "Paris a proposé au général Namphy de former la police haïtienne" (*la Lettre de l'Expansion*, cité dans *Haïti Progrès*, 1-7 octobre). Indépendance immédiate des Antilles, de la Guyane et des autres colonies "françaises"! Défense du Nicaragua! Défense de Cuba et de l'URSS! Impérialistes, bas les pattes devant Haïti!

Une révolution ouvrière à Haïti devra immédiatement s'étendre pour survivre. Rien que pour survivre économiquement, Haïti aura besoin

d'Etats ouvriers économiquement plus puissants pour l'aide technique, les engrais, le reboisement, etc. Et toute lutte pour l'émancipation nationale et sociale dans ce "lac américain" que sont les Caraïbes ne peut se mener qu'en relation avec la lutte pour la révolution socialiste aux USA mêmes. Le prolétariat américain, avec sa puissante composante noire, et les masses haïtiennes ont un ennemi commun à abattre. Ce qui s'impose tout de suite, c'est la jonction avec les travailleurs de la République dominicaine, l'autre moitié de l'île -- là où des milliers d'Haïtiens, dans des conditions de semi-esclavage, vont travailler, même si le CNG dément avoir signé un accord global d'"embauchage" de travailleurs agricoles avec le régime de Balaguer. Les exploités et opprimés de la région caribéenne et centraméricaine auront un rôle central à jouer, mais surtout les ouvriers haïtiens à l'étranger -- plus d'un million dispersés dans les Antilles "françaises" ou en Guyane, mais surtout au Canada et aux USA. Les futurs cadres du parti trotskyste haïtien se trouvent principalement aujourd'hui à Montréal et à New-York.

C'est ce combat internationaliste que nous avons tracé dès la chute de Duvalier (*le Bolchévik* n°61, mars): "La révolution haïtienne de 1793-1804 [...] [provoqua] une onde de choc dans toutes les Caraïbes. Des révoltes d'esclaves éclatèrent en Jamaïque, en Guadeloupe, à Saint-Domingue et à Curaçao, ainsi que dans le Sud des Etats-Unis. Aujourd'hui, les masses haïtiennes, écrasées par des décennies de dictature à la solde des Etats-Unis et par la famine imposée par le FMI, peuvent être l'étincelle d'une révolte contre l'esclavage salarié capitaliste et pour une révolution ouvrière dans toute la région. C'est cela le programme trotskyste de la révolution permanente, le programme de la tendance spartaciste internationale." ■

La fiction de l'"unité arabe" derrière la cause palestinienne s'est effondrée dans les ruines de Beyrouth écrasé sous les bombes sionistes.

Cette brochure rassemble une série de quatre articles publiés dans *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades américains, qui vont de la création de l'Etat sioniste à l'alliance antisoviétique de Washington et des régimes réactionnaires arabes sur le dos des Palestiniens.

Pour toute commande:
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

19 F
Port
inclus

De la révolution arabe
à la Paix américaine

La question
palestinienne
après le Liban

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale

Botha et Savimbi en France

Pretoria contre l'Afrique

17 novembre -- La visite en France du boucher en chef de l'apartheid, P.W. Botha, a succédé à la tournée européenne de Jonas Savimbi, son suppôt angolais, qui se pose en "combattant de la liberté" antisoviétique. Botha est venu à Longueval, le 11 novembre, inaugurer un monument aux soldats sud-africains morts dans les deux guerres mondiales. Il était protégé par trois escadrons de gendarmerie et accueilli par les fascistes du Front national, qui prêtèrent main forte à ses sbires et aux flics pour tabasser un manifestant anti-apartheid.

S'il est vrai que Botha est le maître et que Savimbi n'est qu'un valet, il faut cependant souligner que ce dernier a été beaucoup mieux accueilli par la bourgeoisie française. Malheureusement, ce fantoche de l'apartheid a eu raison de déclarer que sa visite "privée" de fin octobre avait été une "victoire". Il a probablement rencontré Chirac et certainement Foccart, l'éminence grise de la politique impérialiste française en Afrique, sans parler du ministre Léotard, de Chaban-Delmas, du secrétaire d'Etat adjoint US aux Affaires africaines, de parlementaires UDF et RPR, et des fascistes... Il a su donner des frissons à ses interlocuteurs en les menaçant du spectre de l'Armée rouge marchant sur... le Gabon (!)

La sinistre visite de ce pion africain de la guerre froide n'a malheureusement rencontré qu'une seule protesta-



Rouge



Herman Potgieter

Commando sud-africain débarquant d'un hélicoptère Puma -- Botha veut écraser tous les Etats noirs indépendants de son voisinage.

tion faite sans publicité -- une manifestation de cinquante militants des Jeunesses communistes. Le PCF, comme le PS et ses dépendances d'"extrême gauche", a concentré son tir sur Botha pour éviter la question trop brûlante de la campagne belliciste que mènent les impérialistes contre l'URSS, campagne que représente précisément Savimbi en Angola.

Les manifestations du 6 novembre contre la venue de Botha canalisèrent en effet la juste rage de beaucoup de militants dans une orgie de social-patriotisme. Les tracts et les bande-

roles de la CGT proclamaient que Botha allait souiller le sol de "notre" pays, comme si le "pays des droits de l'homme" n'était pas également une puissance impérialiste qui a massacré des millions de "ses" esclaves coloniaux.

A Paris, le même jour et à la même heure, mais à la Bastille au lieu de la République où appelaient le PCF et la CGT, les sociaux-démocrates organisaient leur propre manifestation (beaucoup plus petite) contre Botha. A sa tête, cinquante élus du PS, écharpe bleu-blanc-rouge

de rigueur -- des hypocrites trempés dans le sang de toutes les sales guerres coloniales, complices également de la vague actuelle de terreur raciste. La manifestation du PCF n'était malheureusement guère différente sur le plan politique de celles des PS-LCR-LO-SOS-Racisme. Tous manifestaient pour supplier Chirac et Mitterrand de ne pas être "complices" de Botha; ils ne proposaient qu'une politique de pression sur ce gouvernement réactionnaire pour faire pression sur les bouchers de

Suite page 15

A bas le duvaliérisme sans Duvalier!

Pour un gouvernement ouvrier et paysan à Haïti!

11 novembre -- Une lutte à mort s'est engagée à Haïti, en plein dans la zone explosive des Caraïbes et de l'Amérique centrale. Il y a juste un an, les masses férocement opprimées haïtiennes s'étaient soulevées contre la dictature sanguinaire de Jean-Claude Duvalier. Par crainte d'un nouveau Cuba, Reagan, avec l'aide de Mitterrand, congédiait en février son fantoche qui se verra offrir l'exil doré de la France -- terre d'asile pour dictateurs déçus. Les impérialistes installaient à sa place une junte militaro-civile, tout aussi à leurs bottes, truffée d'hommes formés et électonnés par les Duvalier père et fil, et dirigée par le général Namphy, chef d'état-major de l'armée. Un duvaliérisme sans Duvalier contre lequel désormais se dressent de plus en plus les masses haïtiennes.

A BAS LE CNG!

Aujourd'hui, que le CNG est discrédité, les partis de la soi-disant "opposition", qui hier encore soutenaient le CNG et l'armée, cherchent à dresser un nouveau barrage pour contenir la mobilisation des masses. Ainsi, aux quelque 200 000 personnes descendues le 7 novembre dans la

rue manifester contre la junte, l'"opposition" a donné comme perspective un "gouvernement populaire" -- une nouvelle alliance de collaboration de classe qui sauvegarderait l'armée duvaliériste et qui chercherait à rassurer ses maîtres impérialistes. L'Unidad popular chilienne est encore trop fraîche à la mémoire pour faire oublier que de tels gouvernements de front populaire ne font que paver la voie à des coups d'Etat militaires sanglants.

Mais les ouvriers, paysans, jeunes, habitants des bidonvilles sont farouchement déterminés à en finir avec la terreur et la misère épouvantable qui les ont écrasés pendant des dizaines d'années. Ils veulent la révolution. Dans de récentes manifestations, est réapparu un mot d'ordre, "Vivre libre ou mourir!" -- le mot d'ordre de l'héroïque révolution haïtienne de 1793-1804 qui, sous la direction du grand révolutionnaire Toussaint-Louverture puis de Dessalines, libéra les esclaves et mit en place la première république noire de l'histoire. Aujourd'hui, c'est la révolution socialiste qui, en en finissant avec l'Etat duvaliériste et l'oppression impérialiste et en abattant les frontières d'une moitié d'île, réalisera les aspira-

Manifestation contre la junte. Les masses sont mobilisées contre le CNG. Seule la révolution socialiste en finira avec l'Etat duvaliériste et l'oppression impérialiste.



D. Frank Simon/Syama

tions des masses haïtiennes et achèvera la révolution de 1793-1804. Et il faut de toute urgence un parti bolchévique pour la diriger.

La junte -- Conseil national de gouvernement (CNG) -- n'a pas mis longtemps avant de jeter le masque. Les ouvriers se sont mis en grève pour des augmentations de salaire,

le départ de leurs patrons duvaliéristes, pour le droit à constituer leurs syndicats; les paysans ont occupé les terres que leur avaient volées les grands propriétaires fonciers duvaliéristes; toute une population s'est organisée et a réclamé vengeance contre les sinistres macoutes (l'armée

Suite page 14